2,70 € *Première édition.* Nº 13379 MERCREDI 10 JUILLET 2024 www.liberation.fr

Libération



PHOTOMONTAGE LIBÉRATION AVEC PHOTOS ABACA ET AFP

ENQUÊTE

LES DÎNERS SECRETS DE LA MACRONIE ET DU RN

Marine Le Pen, Jordan Bardella à la même table qu'Edouard Philippe ou Sébastien Lecornu: «Libération» révèle que le conseiller officieux de l'Elysée Thierry Solère organise chez lui depuis des mois des rencontres clandestines avec le parti d'extrême droite.

PAGES 2-3

Violences sexuelles Le XV de France en plein chaos

PAGES 14-15



CYRIL ZANNETTACCI. VU

Sophie Binet, de la CGT «Le Président veut nous voler la victoire»

INTERVIEW, PAGES 8-10

M 00135 - 710 - F: 2,70 €

IMPRIMÉ EN FRANCE / PRINTED IN FRANCE Algérie 1,80 €, Allemagne 3,20 €, Andorre 3,20 €, Belgique 2,70 €, Canada 5,30 $, DOM 3,20 €, Espagne 3,20 €, Etats-Unis 5,20 $, Grande-Bretagne 2,90 £, Grèce 3,20 €, Italie 3,20 €, Liban 7800 LBP, Luxembourg 2,70 €, Maroc 29 Dh, Pays-Bas 3,20 €, Portugal (continental) 3,60 €, Suisse 3,60 FS, Suisse alémanique 3,60 FS, Tunisie 8,70 DT, Zone CFA 2600 CFA.

ÉDITORIAL

Par
PAUL QUINIO

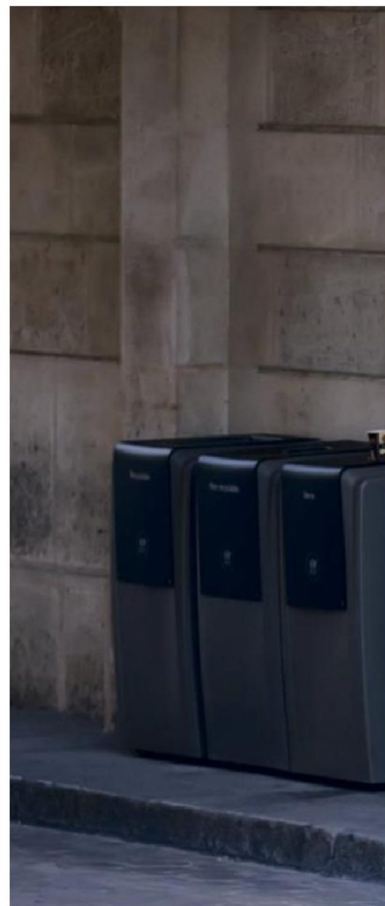
Liaisons dangereuses

Un dîner. Un rendez-vous. Un deuxième dîner. Puis un autre. Un autre rendez-vous aussi, dans l'après-midi cette fois. Peut-être d'autres encore… Où ça? A Paris, chez Thierry Solère, ancien député LR, proche d'Edouard Philippe, entré en même temps que l'ancien Premier ministre en macronie, avant de devenir conseiller politique à l'Elysée. Un «agent de liaison» comme on dit pour ne pas dire agent trouble, comme il y en a tant dans les allées du pouvoir. Et justement, les dîners et rendez-vous dont *Libération* révèle l'existence sont pour le moins troubles, puisque l'on parle de rencontres secrètes organisées chez Thierry Solère entre Marine Le Pen, Jordan Bardella et des représentants éminents de la majorité présidentielle : Edouard Philippe donc, mais aussi Sébastien Lecornu, ministre des Armées. Les intéressés soit démentent, soit avancent de façon un peu courte qu'il faut fréquenter ses adversaires pour mieux les combattre. On attend avec impatience des explications plus convaincantes tant nos révélations laissent planer le doute sur les liaisons dangereuses entretenues entre les deux leaders de l'extrême droite et ces ténors, issus de la droite, proches d'Emmanuel Macron.

La dernière fois que Bardella a été vu dans la discrète rue du IXe arrondissement où réside Thierry Solère remonte ainsi au 12 juin, soit trois jours après la dissolution annoncée par le chef de l'Etat suite à la vague RN des européennes. Sans connaître précisément le menu de ces rencontres, elles appellent d'ores et déjà une remarque et une question. La remarque: c'est que de tels rendez-vous ne peuvent être interprétés que comme une compromission avec l'extrême droite, des petits cailloux supplémentaires en tout cas sur le chemin de la dédiabolisation du RN. La question : le chef de l'Etat était-il au courant de ces initiatives, notamment celles de son ministre des Armées? L'Elysée dément et avance que Thierry Solère n'était plus conseiller du Président. Il était tout de même au palais le soir du premier tour pour analyser avec des proches du chef de l'Etat les résultats… Pour un agent trouble soi-disant en disgrâce, il y a mieux.

Enquête
Quand la macronie invite Le Pen et Bardella à dîner

Thierry Solère, conseiller officieux de Macron, a reçu ces derniers mois à plusieurs reprises les leaders du RN, en présence notamment d'Edouard Philippe ou du ministre des Armées, et ce en toute discrétion. L'ex-député aurait rempli un rôle d'agent de liaison entre le camp présidentiel et le parti d'extrême droite.



Par
SERVICE CHECKNEWS et **LAURENT LÉGER** avec **CHARLOTTE CHAFFANJON**

Dans ce coin bobo du IXe arrondissement de Paris, la rue d'Aumale est aussi paisible que cossue. La sérénité des riverains est néanmoins parfois troublée depuis que Thierry Solère, élu régional, ancien député, et surtout exconseiller d'Emmanuel Macron, s'est installé dans le vaste appartement qu'il occupe avec sa nouvelle compagne, une communicante. Thierry Solère reçoit, beaucoup, à toute heure, et pas n'importe qui. Le ballet des berlines au pied de l'immeuble, les gardes du corps qui font le pied de grue : tout indique que le conseiller officieux, un temps écarté des premiers cercles de l'Elysée, est à nouveau dans le jeu. Et dans un des rôles de l'ombre qu'il affectionne: celui d'agent de liaison entre la macronie et l'extrême droite.

Car, ces derniers mois, selon nos informations, le binôme du Rassemblement national, Marine Le Pen et Jordan Bardella, a été reçu à plusieurs reprises rue d'Aumale. Pas en même temps, mais parfois en présence de membres éminents du camp présidentiel, comme l'ex-Premier ministre Edouard Philippe ou l'actuel ministre des Armées, Sébastien Lecornu, tous deux très proches de Solère. La dédiabolisation du RN passe aussi par ces rencontres secrètes.

Le 12 juin, deux témoins racontent à *Libération* avoir vu Jordan Bardella sortir de l'immeuble à 16 h 30, et s'engouffrer dans la DS qui l'attendait. Que figurait au menu de ce rendez-vous avec Solère? Le timing de la rencontre écarte l'hypothèse d'une visite de courtoisie. Trois jours plus tôt, Macron a annoncé avec fracas la dissolution de l'Assemblée nationale, offrant un potentiel boulevard au RN, qui caracolait en tête des élections européennes, et plongeant la droite et la macronie dans une crise profonde. Les deux hommes ont-ils parlé du parti Les Républicains qui était, au même moment, en train d'imploser à quelques kilomètres de là, après le ralliement d'Eric Ciotti, le chef de LR, au RN? Solère, issu de l'UMP, connaît le sujet, lui à qui on a prêté la mission de dynamiter la droite au profit du camp présidentiel. S'agissait-il pour l'Elysée, dans ce nouveau contexte, de prendre officieusement langue avec un potentiel Premier ministre?

GRAND AMI

Interrogé par *Libération*, l'Elysée botte en touche en répondant que Thierry Solère n'a plus de fonction en relation avec la présidence. «*Auprès du Président, il a un rôle informel*, nuance en privé un conseiller de Macron. *Il peut prendre des contacts avec la droite, mais Bardella ou Le Pen, cela ne correspond pas à une demande du Président.*» Contacté, Jordan Bardella n'a pas répondu à nos questions sur le motif de sa présence rue d'Aumale ce jour-là. Quant à Solère, il refuse de s'exprimer pour cet article et dément formellement toute rencontre, assurant que les gens «*deviennent fous*». A la question: «*Vous ne savez pas ce que Bardella faisait devant chez vous?*» L'élu a cette réponse : «*Ben non.*»

Transfuge de LR en 2017, au service d'Edouard Philippe à Matignon puis d'Emmanuel Macron à l'Elysée, Solère joue au sommet de l'Etat le rôle «*d'officier traitant*», confie un conseiller politique, de «*trait d'union*» de la macronie avec «*tout le monde*». Mais l'intéressé a été progressivement contraint de prendre du champ, lesté par un nombre record de treize mises en examen (l'affaire est toujours en cours), dont il conteste le bien-fondé. En mai 2022, le député des Hauts-de-Seine annonçait sur X qu'il ne candidaterait pas à sa réélection, précisant néanmoins qu'il continuerait «*à accompagner politiquement*» le président de la République. En juin 2023, il confiait à *Libé*: «*Je fais le lien entre le Président et des personnalités aussi diverses qu'Arnaud Montebourg et Marine Le Pen.*» Avant cela, en 2021, le même assurait avant un débat entre Darmanin et Le Pen, au cours duquel le ministre de l'Intérieur et grand ami de



Thierry Solère à Paris, en 2021. PHOTO VINCENT ISORE. IP3

Solère avait estimé que Le Pen était *«molle»* sur la question de l'islam et de l'immigration: *«Il faut débattre avec Le RN, bien sûr. C'est pas parce qu'on leur parle qu'on est complaisant.»* Solère est aujourd'hui simple conseiller régional du parti présidentiel en Ile-de-France.

Le Point racontait en décembre qu'il était depuis revenu en grâce, notamment pour avoir été un des seuls à alerter le Président sur la forte probabilité de voir le projet de loi immigration rejeté à l'Assemblée. On dit Macron *«fasciné par ses réseaux phénoménaux»*, confie un ancien de l'Elysée. Solère était d'ailleurs du dîner de la majorité à l'Elysée, le 12 décembre, et garde en son sein des amitiés fortes. *«Il est drôle et produit des analyses fines»*, dit un interlocuteur, qui assure aussi que les rapports de Solère avec le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, comme avec Sébastien Lecornu et Edouard Philippe, relèvent de l'amitié *«réelle»*, pas simplement politique. Il a quotidiennement l'ex-Premier ministre au téléphone, et le ministre des Armées est l'un des habitués de la rue d'Aumale. Solère revient régulièrement à l'Elysée. Il y a ainsi passé la soirée du premier tour des législatives, jusqu'à une heure avancée de la nuit, avec une poignée de ministres et de proches d'Emmanuel Macron, comme Richard Ferrand, pour qui le champagne a été débouché: l'ancien président de l'Assemblée nationale fêtait ce soir-là son anniversaire. Mardi, le conseiller régional et son compère, Sébastien Lecornu, étaient reçus à la table d'Emmanuel Macron, à la présidence de la République.

DÉDIABOLISATION

Le soir de la dissolution, le cortège de Lecornu avait stationné devant chez Solère. Le 19 juin, sa DS, accompagnée d'un fourgon et de deux motos, a de nouveau longuement attendu le ministre devant l'immeuble. Lecornu en est sorti autour de 19 heures. Et, cinq jours plus tard, ce dernier est revenu à nouveau rue d'Aumale, après une réunion électorale à Bondues (Nord), cette fois en compagnie de Gérald Darmanin: les deux étaient allés soutenir Violette Spillebout, la députée macroniste en campagne, finalement élue au second tour. Ce soir-là, un lundi, ils ont débarqué chez Solère… vers minuit.

Trois mois plus tôt, mi-mars, Sébastien Lecornu était déjà venu dîner rue d'Aumale, mais dans une configuration différente cette fois: en présence de la cheffe de l'extrême droite. Marine Le Pen a franchi le porche de l'immeuble le 16 mars pour une rencontre avec l'un des ministres les plus proches du chef de l'Etat, restée secrète jusqu'à présent. La compagne de Solère avait pris soin de quitter les lieux au préalable. Les agapes se sont terminées tard dans la nuit, aux alentours de 2 ou 3 heures du matin.

Réveillés par le moteur de la voiture de Le Pen, garée à moitié sur le passage piéton, qui tournait en son attente, des voisins ont appelé la police. Marine Le Pen se déplace en effet dans un cortège de deux véhicules, dont le second transporte ses officiers de sécurité. Quatre voitures officielles en pleine nuit dans l'une des rues les plus tranquilles du quartier, cela se remarque… Sollicitée, Le Pen assure ne pas avoir été à Paris ce soir-là. Solère et Lecornu démentent quant à eux auprès de *Libération* avec les mêmes mots: *«Qui vous raconte ces mensonges?»* Même réponse en chœur à une demande d'explication concernant un autre rendez-vous, tenu chez le même hôte quelques jours avant, avec Jordan Bardella. S'agissait-il d'un sujet directement lié à une demande du chef de l'Etat, devant donc rester secrète, comme se demande un conseiller politique qui utilise le qualificatif d'*«agenda président»*?

Que Sébastien Lecornu dîne avec les figures du RN, voilà le naturel qui revient au galop. Tout au long de la législature, le ministre s'est montré affable avec les députés d'extrême droite, n'hésitant pas, parfois, à reprendre leurs amendements, en faisant comme s'ils provenaient du gouvernement. Les parlementaires RN le considèrent comme un homme courtois, avec qui il serait très agréable de travailler, malgré leurs désaccords. A l'inverse du garde des Sceaux, Eric Dupond-Moretti, leur bête noire.

En décembre, c'est une autre personnalité qui se rend chez Thierry Solère pour dîner. Edouard Philippe a rendez-vous ce soir-là avec Marine Le Pen, comme l'entourage de l'ex-Premier ministre le confirme à *Libération*. Le patron d'Horizons, régulièrement derrière la cheffe du RN dans les sondages en vue de la présidentielle, met volontiers en scène le duel. Par stratégie ou conviction, il a clairement pris le parti de la dédiabolisation du RN. Aussi bien Philippe que les responsables d'Horizons ne cessent de dire leur hostilité à toute posture *«morale»* vis-à-vis du parti d'extrême droite, appelant à un affrontement *«projet contre projet»* pour 2027.

COUP DE FIL

Mi-novembre, Edouard Philippe s'était ainsi félicité de la participation du RN à la marche contre l'antisémitisme, qui fut un moment charnière de la quête de respectabilité du parti cocréé par des Waffen-SS. Quelques semaines plus tard, les deux responsables politiques se trouvaient donc autour de la même table… Il faut *«se connaître»* avant de *«s'opposer»*, justifie l'entourage de Philippe, qui note que, alors Premier ministre, ce dernier avait eu l'occasion de recevoir Marine Le Pen une ou deux fois entre 2017 et 2020, et a par exemple rencontré le secrétaire général du Parti communiste, Fabien Roussel, à la Fête de l'Huma. A des interlocuteurs, Thierry Solère a assuré que *«ni Marine Le Pen ni Jordan Bardella ou même Edouard Philippe ne sont venus chez [lui], individuellement ou collectivement, depuis le 9 juin»*. Ce qui ressemble à la confirmation que *Libé* lui demandait… Le rendez-vous du 12 juin avec Bardella, lui, a peut-être été déplacé pour une raison ou pour une autre.

Quel rôle a joué précisément Solère, durant les semaines cruciales avant, et après l'annonce de la dissolution? Interrogé au cœur de la campagne des législatives, un conseiller gouvernemental veut nuancer le rôle joué par le «baron noir» de la droite: *«On ne peut pas dire qu'il soit au cœur du jeu»*, assure-t-il, ajoutant que la campagne ne se jouait pas, de toute manière, à l'Elysée.

Mais le même disait avoir eu vent de la visite de Bardella chez Solère quelques jours après la dissolution, et rapportait que l'ex-conseiller avait passé des coups de fil la semaine de l'entre-deux-tours, au moment où se négociaient les désistements. L'un a été ébruité. Sur X, le 2 juillet, la candidate LR-RN Babette de Rozières a affirmé avoir reçu des appels du chef de cabinet de Gabriel Attal mais aussi de Thierry Solère, pour la pousser à se désister en faveur de la macroniste Nadia Hai. La candidate assure s'être vue proposer un poste de ministre ou de préfet, ce que Solère a démenti, sans nier le coup de fil. Les deux candidates ont finalement été éliminées au profit d'Aurélien Rousseau, éphémère ministre de la Santé d'Emmanuel Macron, qui se présentait sous l'étiquette Nouveau Front populaire.



Yaël Braun-Pivet, présidente de l'Assemblée nationale lors de la législature précédente, mardi devant le Palais-Bourbon.

Les macronistes dans le déni de la défaite

Le camp présidentiel élabore de nombreux scénarios où il occupe un rôle central, mais peine à comprendre qu'il n'a plus la maîtrise des opérations.

Par **JEAN-BAPTISTE DAOULAS** et **LAURE EQUY**
Photos **DENIS ALLARD**

Pendant qu'Emmanuel Macron fête avec les grands de ce monde les 75 ans de l'Otan à Washington, mercredi et jeudi, les députés sont priés de ranger leur chambre. Après la saignée subie par son camp aux législatives, le chef de l'Etat, qui recevait, selon *le Figaro*, le président LR du Sénat, Gérard Larcher, mardi soir refuse toujours d'appeler les dirigeants du Nouveau Front populaire (NFP) pour nommer l'un des leurs à Matignon. Malgré l'accusation de *«coup de force démocratique»* dans un communiqué de la gauche unie, il attend le 18 juillet, date limite pour constituer les groupes politiques au Palais-Bourbon. *«On est sur la même ligne depuis dimanche soir. L'Assemblée nationale doit se structurer,* insiste-t-on à l'Elysée. *Il y a énormément d'incertitudes sur les blocs et, en leur sein, sur la domination des uns et des autres. Tout cela a un impact énorme sur les choix du Président, qui est en position d'arbitre et de garant des institutions.»* Puisque le NFP reste arc-bouté sur son souhait de gouverner seul, avec 178 députés sur 577, le bloc présidentiel s'agite avec ses 150 élus. Plusieurs menacent de censure immédiate un gouvernement intégrant des insoumis. Après trois heures de réunion des députés Renaissance rescapés, mardi matin, leur président sortant, Sylvain Maillard, a annoncé une *«initiative»* pour constituer une *«alliance avec une majorité relative»*. C'est-à-dire *«avec tous les membres de l'arc républicain»*, sans RN ni LFI, a écrit dans *le Monde* le secrétaire général de Renaissance, Stéphane Séjourné.

«On fait semblant»

Toujours en poste à Matignon, Gabriel Attal a retrouvé les députés à l'Assemblée pour définir les *«lignes rouges»* et les *«axes programmatiques»* de Renaissance dans une coalition, donnant rendez-vous ce mercredi. Sauf que ni le PS ni LR ne veut de cette initiative, la rendant de fait illusoire. *«C'est précisément contre cette culture hyperconflictuelle qu'il faut pouvoir lutter, sinon on va au*



Le siège du parti Les Républicains en travaux, mardi.

chaos institutionnel», met en garde le député Renaissance de Paris, David Amiel. *«On fait semblant de proposer un accord de coalition anti-extrêmes pour montrer que si ça foire, ça ne sera pas de notre faute»*, glisse une de ses collègues.

L'Elysée joue l'opinion: 61% des Français jugent *«indispensable»* que des partis s'allient à l'Assemblée selon un sondage Harris Interactive. *«Ce sont les partis qui bloquent»*, insiste un conseiller de l'Elysée. Le camp présidentiel espère détacher le PS du reste de la gauche. *«Au NFP, ils restent groupés pour une répartition des postes à l'Assemblée [la semaine prochaine] et ils se quitteront après»*, mise l'ex-ministre Renaissance Stéphane Travert. Quand bien même le NFP constituerait un gouvernement? *«Ils seront en incapacité de gouverner*, anticipe Ludovic Mendes (Renaissance). *Peut-être que le PS attend d'être confronté à ça pour faire sortir LFI.»* Le rêve d'une coalition arrachée par les macronistes au terme d'une quatrième mi-temps…

Si le camp présidentiel rétréci continue de se rêver en pivot, comment pourrait-il prendre l'initiative d'une telle opération? Certains macronistes, après sept ans au pouvoir, peinent à comprendre qu'ils n'ont plus la maîtrise des opérations. *«On n'a pas subi une défaite, c'est une branlée»*, a rappelé Ludovic Mendes en réunion de groupe, sous le regard entendu d'Elisabeth Borne. *«Qu'on dise "ni RN ni LFI" ne choque personne chez nous. Mais, stop! On ne va pas cracher sur l'ensemble de la gauche. On n'est plus les rois du pétrole, on n'est plus la première force politique. On ne va pas tout faire tout seuls»*, ajoute le député réélu en Moselle face au RN, avec le report des voix de gauche.

Effritement

«Le préalable pour entrer dans une coalition est qu'elle ne soit pas conduite par quelqu'un du bloc central, admet un ministre. *On doit faire preuve d'humilité, on est ceux qui ont le plus perdu.»* Au gouvernement, on a des fourmis dans les jambes. Maintenu en poste, le même ministre redoute que, si le statu quo perdure, *«on donne l'impression de s'accrocher au pouvoir»*: *«Vous nous imaginez en rang d'oignons sur l'estrade pour le défilé du 14 Juillet? On doit prendre notre paume.»* L'agitation du camp Macron peine à dissimuler son effritement. Mardi matin, des députés de l'aile gauche comme Eric Bothorel ou Stéphane Travert n'avaient toujours pas officialisé leur rattachement à Renaissance. Sacha Houlié n'a pas abandonné le projet de créer un groupe social-démocrate indépendant, même si sa tâche est rendue plus ardue par la déroute des macronistes de cette sensibilité aux législatives.

Quant aux alliés du Modem, ils rechignent à envisager une coalition qui pencherait surtout à droite. *«Ce n'est pas bien, ça ne correspond pas aux résultats de cette élection»*, juge le président sortant des députés Modem, Jean-Paul Mattei. Depuis dimanche, François Bayrou multiplie les coups de fil aux élus de gauche hors NFP. Chacun pour soi. Alors que le Premier ministre recevait mardi, à Matignon, les candidats Renaissance, élus et battus, les trois familles de l'ex-majorité n'avaient pas prévu une réunion commune. ◆

Entre coalition et indépendance, les LR balancent

En pleine lutte pour la présidence de leur groupe parlementaire, les élus de droite peinent à choisir entre rester libres et s'allier aux macronistes.

Assemblée nationale en fusion, deuxième jour. Après une rentrée perlée lundi, un gros morceau des élus de la XVIIe législature a pris ses quartiers au Palais-Bourbon mardi. Dont le gros des troupes Les Républicains, revenues de la dissolution essorées mais moins déplumées que les plus pessimistes ne le craignaient. Réélus sur leurs noms, leur ancrage local et par la grâce des désistements de leurs adversaires de gauche ou macronistes, les députés LR sont au moins raccord sur un point: l'obstacle à dresser face à un hypothétique gouvernement de gauche *(lire page 6)*. Consensus a minima, car personne ne s'aligne sur la meilleure recette pour se dépatouiller de la bouillabaisse parlementaire issue de la dissolution… Réélu dans le Rhône, Alexandre Portier résume l'état d'esprit général: *«Le pays est majoritairement à droite et on filerait les clés du camion à la gauche ?»*

«Contre nature». Reste à trouver la méthode. Alors que les leaders du Nouveau Front populaire s'affairent pour proposer un Premier ministre et que les macronistes cogitent sur les *«axes programmatiques»* d'une hypothétique coalition, la frange des LR opposés à Eric Ciotti et son alliance avec l'extrême droite s'interroge sur son futur rôle. Copilotes d'une coalition avec les macronistes, les centristes, voire certains socialistes ou écologistes? Partisans d'une intransigeante ligne d'indépendance? Ou soutiens ponctuels de tel ou tel texte? Tous pendus au téléphone, sautant d'une salle de réunion aux formalités administratives à remplir, se perdent en hypothèses… Une situation rendue plus complexe par l'élection du président de groupe, dont le profil collera à la ligne arrêtée. Et qui doit avoir lieu à la hussarde, dès ce mercredi.

Discrètement, sans lâcher un mot devant les caméras, Laurent Wauquiez est entré à l'Assemblée dans la matinée, accompagné de son épouse. En pole position pour diriger le groupe, l'élu de Haute-Loire a joué la montre, espérant un vote dès le lendemain de son arrivée. Trop tôt, râlent certains, alors que les députés ont jusqu'au 18 juillet pour s'enregistrer auprès d'un groupe. Dimanche soir, l'ancien ministre de François Fillon a illico fixé une ligne: *«Ni coalition ni compromission.»* Et dénoncé *«la tentation des tractations, des combinaisons, pour échafauder des majorités contre nature»*. Le cowboy du Puy-en-Velay a-t-il tiré trop vite? Plusieurs députés LR croisés à l'Assemblée le laissent entendre, dont Aurélien Pradié, pour qui *«il ne peut y avoir comme perspective qu'une cohabitation complexe, plurielle. […] Les seuls qui ont la clé sont ceux qui porteront de l'indépendance»*. L'élu du Lot laisse planer le doute sur une candidature face à Wauquiez, voire carrément la création autonome d'une boutique parlementaire. *«J'ai choisi l'indépendance. Il n'y aura plus de groupe LR»*, assène-t-il seulement, enterrant, comme ses collègues, la marque créée par Nicolas Sarkozy en 2015.

«Rincés». En milieu d'après-midi, une réunion informelle, convoquée par le benjamin Antoine Vermorel et le doyen Michel Herbillon, a permis une première prise de température collective. Un simple *«débrief»* de la campagne, dixit Annie Genevard, élue dans le Doubs et patronne par intérim du parti. *«La bataille a été rude*, constate une conseillère LR. *Les élus arrivent rincés… Si on pouvait ne pas se diviser, ça serait bien !»* Un vœu pieux? Avant même la première réunion officielle du groupe, calée ce mercredi matin, chacun a multiplié les coups de téléphone pour convaincre, rallier ou infléchir la position de chaque collègue.

Elu sans candidat macroniste face à lui, Philippe Juvin plaide pour une coalition. *«On doit proposer à Emmanuel Macron quelqu'un de chez nous pour Matignon, avec une plateforme, quelques sujets communs. Quelle est l'alternative? On ne va pas aller avec le RN… Il faut réunir les gens qui ont pour point commun de faire obstacle à la gauche.»* Le député des Hauts-de-Seine évoque une *«course de vitesse»* contre à la gauche unie. *«Il faudrait prendre une décision vite. Il y a plein d'histoires de siestes non pas salvatrices mais destructrices. Napoléon dormait pendant Waterloo…»* Même les plus raides à l'idée de bosser avec des macronistes, à l'image d'Olivier Marleix, ex-chef du groupe parlementaire, semblent desserrer la bride. *«Macron n'a jamais proposé qu'une fusion-absorption*, relève ainsi Raphaël Schellenberger, élu du Haut-Rhin. *Là, on ne discute plus avec Macron. C'est une coalition de cohabitation.»* Fastoche.

VICTOR BOITEAU

A gauche, chacun veut faire la course en tête

Socialistes et insoumis mènent une bataille à distance pour tenter, chacun, d'attirer un maximum d'élus et faire en sorte de prétendre pour l'un des leurs au poste de Premier ministre.

Plusieurs dizaines de micros et caméras piétinent sur la place du Palais-Bourbon. Il est presque 15 heures mardi, et d'un instant à l'autre, les socialistes doivent rentrer ensemble dans l'Assemblée nationale. Tous les députés du groupe sont attendus, y compris l'ancien président de la République François Hollande, tout juste élu en Corrèze. La majeure partie des journalistes présents ne le sont que pour lui. Les caméramans aux aguets, sont prêts à sprinter pour obtenir les premières images de l'ancien locataire de l'Elysée. Il est 15 heures 05, certains ont cru apercevoir sa voiture à une rue de là. Les reporters courent alors, mais tombent sur le premier secrétaire Olivier Faure entouré de ses proches. Heureusement, la presse ne s'est pas essoufflée pour rien. Le député de Seine-et-Marne a une annonce à faire: il se dit *«prêt à occuper la fonction»* de Premier ministre.

Deux heures plus tôt, les socialistes ont justement lancé une campagne pour tenter d'imposer leur chef à la tête du futur gouvernement formé par le Nouveau Front populaire. *«Olivier Faure est le seul profil qui peut rassurer et être Premier ministre»*, a ainsi soufflé le secrétaire général du PS, Pierre Jouvet, à l'AFP dans la matinée. L'occasion aussi de répondre aux insoumis. La veille, dans la soirée, de nombreux mélenchonistes ont commencé à pousser le nom de la députée Clémence Guetté. Quarante-huit heures après le second tour des législatives, le PS et LFI s'activent donc pour faire en sorte que le potentiel futur gouvernement du NFP soit bien dirigé par l'un des leurs.

Domination supposée. L'alliance des gauches est encore loin d'avoir réglé la question de l'incarnation. Après une nuit à analyser collectivement la situation, les socialistes, communistes, écologistes et insoumis doivent désormais s'atteler à définir une méthode de désignation d'un Premier ministre. Sur le sujet, une forte nuance persiste. Pour les roses, les rouges et les verts, c'est un vote de tous les membres de la coalition qui doit régler la question. Les insoumis, eux, plaident pour une désignation par le groupe le plus important en nombre d'élus. Convaincus, évidemment, que ce sont eux qui ont le plus de députés à faire valoir. Ce que les socialistes contestent. Ce seront eux, jurent-ils, qui finiront par représenter la principale force du NFP: *«Aujourd'hui, les discussions autour des groupes prennent le dessus sur tout le reste»*, observe la députée communiste Elsa Faucillon, regrettant ainsi un ralentissement dans les négociations liées au gouvernement. C'est que, depuis dimanche, les socialistes et insoumis se livrent une bataille à distance pour tenter d'attirer le plus d'élus possibles dans leurs groupes. Au PS où l'on affirme rassembler au minimum 69 députés on fait les yeux doux à plusieurs personnalités de l'ancien groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (Liot). *«On essaye de les rassurer en insistant sur le fait qu'on n'est pas liés à Mélenchon»*, reconnaît un élu socialiste. Cela pour tenter d'attirer de nouvelles recrues comme le régionaliste breton Paul Molac ou Harold Huwart. Mais aussi pour s'assurer que les ex-dissidents Martine Froger, Denis Taupiac, ou Laurent Panifous, qui avaient trouvé refuges chez Liot, restent bien dans la maison rose. Contrairement à 2022, les trois proches de la présidente de la région Occitanie, Carole Delga, ont cette fois-ci été investis par le NFP. Pour asseoir leur domination supposée, les socialistes misent aussi le départ de plusieurs députés du groupe LFI dans le sillage, notamment de François Ruffin. Avec d'autres ex-LFI comme Alexis Corbière, Danielle Simonnet ou Clémentine Autain, il a adressé un courrier ce mardi aux verts et aux PCF pour participer à la constitution d'un ensemble *«associant des écologistes, des communistes [et] des membres de Génération.s»*.

> **«On essaye de rassurer [d'anciens du groupe Liot] en insistant sur le fait qu'on n'est pas liés à Mélenchon.»**
> Un élu socialiste

«Liens politiques très forts». De leur côté, les insoumis (72 membres selon une source parlementaire) lorgnent plutôt les ultramarins dont la grande majorité siégeait jusqu'ici avec les communistes. *«Nous avons des liens politiques très forts avec eux que nous voulons approfondir»*, affirme le député LFI Paul Vannier, rappelant l'intérêt de Jean-Luc Mélenchon pour les questions sociales et environnementales en outremer. Une réunion est prévue mercredi entre les élus PCF et les ultramarins pour faire un point et officialiser de potentiels départs. Les insoumis semblent en tout cas sereins. Prévue mardi, la photo de groupe officielle a été décalée pour, dit-on, *«permettre aux ultramarins d'être présents»*.

SACHA NELKEN
Photo DENIS ALLARD


Devant l'Assemblée nationale, mardi.

Alexis Corbière: «Il y a une vie pour la pensée insoumise en dehors de la férule de Mélenchon»

Le député de Seine-Saint-Denis, réélu dimanche en dissidence, appelle à la création d'un groupe unique du Nouveau Front populaire pour garantir une «stratégie à long terme de rassemblement».

Après vingt-huit ans aux côtés de Jean-Luc Mélenchon, Alexis Corbière acte la rupture avec son ancien mentor. Réélu député de Seine-Saint-Denis, il annonce le lancement d'un *«regroupement politique»*.

Vous et vos camarades critiques de la direction insoumise ne participez pas aux discussions en cours au sein du Nouveau Front populaire. Vous le regrettez?

Le NFP doit fonctionner de la manière la plus démocratique qui soit. C'est la raison pour laquelle je suis pour un grand groupe, auquel appartiennent tous les députés élus à gauche. Ils pourraient ainsi se prononcer sur les choix stratégiques, à commencer par la désignation du Premier ministre.

Un groupe unique de gauche?

Oui. Nos électeurs ont voté sans faire de distinguo entre les partis. Le NFP est plus qu'une alliance. C'est une coalition large avec des syndicats, des associations, des intellectuels, pas un cartel de partis. Il faut donc créer un cadre large qui garantisse sa solidité car ce n'est pas un coup tactique mais une stratégie à long terme de rassemblement des forces de gauche et écologistes face à la puissance de l'extrême droite.



DR

Un espace commun au-delà de l'Assemblée?

Oui. Le NFP doit avoir une existence dans le pays. Pourquoi pas des comités locaux auxquels on peut adhérer directement? Je vais proposer avec plusieurs amis un nouveau cadre de regroupement, un outil de réflexion et d'action.

Vous lancez un parti?

Il s'agit d'ouvrir un processus, d'avancer vers un regroupement politique qui peut accepter les doubles adhésions. Des milliers de gens souhaitent que nous gardions le meilleur de LFI, c'est-à-dire un programme de transformation sociale et écologique radicale, mais avec des méthodes démocratiques. Ma campagne – dans la circonscription la plus insoumise qui soit – a été un référendum pour ou contre la méthode Mélenchon. Il y a une vie pour la pensée insoumise en dehors de la férule de Mélenchon. Nous l'avons démontré par les urnes.

Votre rupture est donc actée?

Après vingt-huit ans de vie politique commune, j'ai découvert mon exclusion par mail. Aucune conscience de gauche ne peut accepter ces méthodes. Des prétextes ont ensuite été utilisés. On a simplement voulu faire taire avec brutalité ceux qui poussaient au débat. Ce système de gouvernement par la crainte maintient le silence au sein de LFI alors qu'un parti devrait être le lieu de la libre confrontation d'idées. Le mouvement *«gazeux»* est devenu aussi fumeux que brumeux. Une organisation qui porte le projet de VIe République ne peut fonctionner comme une petite principauté.

Y a-t-il eu une dérive que vous ne réalisiez pas?

Il y a eu une incapacité à passer de la tactique du commando de 2017, avec un petit groupe discipliné qui anime une campagne présidentielle, à la stratégie d'un grand mouvement. Cela ne fonctionne plus. C'est aussi le venin du bonapartisme et du présidentialisme. Un grand homme serait le sauveur de la gauche? C'est quand même un paradoxe pour une organisation qui lutte pour l'abrogation de la Ve République. Attention à ce que cette culture de caserne politique ne se diffuse pas. C'est l'inverse qu'il faut faire: construire une culture du collectif.

La campagne a été difficile?

La direction de LFI a employé contre moi des moyens exceptionnels. Neuf députés et 100 militants extérieurs sont venus dans ma circonscription pour expliquer que j'étais un traître, un vendu, un raciste, un sioniste… Comment ne pas déplorer la défaite de Rachel Kéké, un symbole, une femme issue du peuple, qui n'a pas bénéficié du quart des moyens utilisés contre moi? Ils ont préféré faire battre Corbière que faire réélire Kéké. LFI a perdu onze députés, dont neuf dans des zones rurales. Nous ne prendrons pas le pouvoir avec une base sociale et électorale qui se réduit de scrutin en scrutin, ni avec une direction constituée d'un seul profil sociologique. Comme le dit François Ruffin, il faut faire l'alliance de la France des tours et de la France des bourgs.

Il lance avec vous cet *«outil de regroupement»*?

François et moi avançons dans la même direction. Il a parlé de *«maison commune»*, cela s'inscrit dans la même logique. Tout doit converger.

Recueilli par CHARLOTTE BELAÏCH

ÉDITOS/

La gauche face au principe de réalité

Par
THOMAS LEGRAND
Chroniqueur politique

Camembert au lait cru ou Fromage industriel en portion (avec une tête de vache)? Le grand camembert de l'Assemblée livre son message : Non à l'extrême droite et entendez-vous au-delà de vos clivages de campagne à partir du programme du Nouveau Front populaire (NFP) arrivé en tête. Le président de la République devrait, logiquement, démocratiquement, regarder cette assemblée pour ce qu'elle est. Demander à la première force politique, le NFP, de lui fournir le nom du Premier ministre à nommer afin que celui-ci tente de former un gouvernement qui s'appuierait sur une majorité stable. Le problème (mais ce ne devrait pas être celui du chef de l'Etat) c'est que dans le seul cadre des partis, il n'y a pas de majorité, même relative, suffisante pour gouverner sereinement.
C'est au NFP de proposer de s'élargir. Pour l'instant il ne l'envisage pas. La gauche a décidé de considérer, dans un premier temps, que le camembert est une boîte de fromage en portions bien séparées. Le Nouveau Front populaire cherche ainsi à proposer au président de la République un nom de Premier ministre qui serait amené à diriger une majorité hermétique très relative d'un peu moins de 200 députés. Pour les insoumis cette majorité ne doit avoir comme feuille de route que *«son programme et tout son programme»*. Pour les socialistes et les écologistes, le NFP devra, au-delà des possibilités décrétales, chercher à obtenir, projet par projet, l'assentiment, ou au moins l'abstention d'assez de députés centristes ou de droite pour légiférer. Cette façon de revendiquer le *«fait majoritaire»* de la Ve République tout comme la suprématie du pouvoir exécutif sur le législatif est à la fois paradoxale (pour la gauche) et, visiblement, nécessaire avant de passer à l'étape suivante : le parlementarisme. Emmanuel Macron acceptera-t-il de désigner une Premier ministre de gauche? Pas sûr, mais s'il respecte la logique de nos institutions et qu'il s'y résout c'est potentiellement la censure dans la foulée. Si un gouvernement NFP est constitué, nul doute qu'il soit renversé dans les semaines ou les mois qui viennent. Tout dépendra de l'attitude de l'extrême droite, des Républicains et du «bloc central» qui regroupe les forces encore loyales au président de la République. Si le gouvernement NFP tombe, il sera alors temps de passer au camembert au lait cru! Fini les portions imposées. Et c'est là que la nouvelle ère commencerait. Avec si possible tout le NFP, mais sans doute sans LFI puisque Jean-Luc Mélenchon voudra préparer l'élection présidentielle – avec son programme, *«tout son programme»* – dont il parie qu'elle adviendra avant 2027, la gauche devra chercher à former une majorité relative avec d'autres parlementaires, d'autres groupes. Le macronisme est en train de se disloquer. La gauche et les anciens macronistes pourraient-ils s'entendre pour former une majorité relative dirigée par un ou une socialiste ou écologiste? Ce serait l'aboutissement logique de la vie d'une assemblée en régime parlementaire ainsi composée.
Il est donc étonnant que la gauche, traditionnellement opposée à la culture du *«fait majoritaire»* et historiquement parlementariste, envisage d'emblée (et avant d'être vite stoppée par une inévitable motion de censure) gouverner à la hussarde. Le passage d'une culture de l'affrontement et des blocs à celle du compromis et des coalitions, visiblement nécessite une étape préliminaire : que la gauche essaie seule ou que les macronistes tentent une alliance baroque et insuffisante avec la droite… Et se cogne. Les logiques présidentielles de Jean-Luc Mélenchon et de tout un tas de gens au centre et à droite, autant que la réalité arithmétique ramèneront tout le monde à la réalité : il faudra casser les clivages, il faudra que la gauche (toute ou partie) s'entende avec une grande part du reste de l'hémicycle pour créer une majorité relative suffisamment substantielle.
Emmanuel Macron peut décider de laisser le Parlement élire son ou sa présidente, puis passer l'été et les Jeux olympiques avec Gabriel Attal à Matignon ou décider, comme le réclame la gauche, de nommer le Premier ministre de leur choix, le résultat sera le même : à la rentrée, et avant le vote du budget, il faudra bien que les partis politiques français changent de culture et répondent enfin à ce que les Français leur demandent depuis maintenant deux législatures : former des coalitions, élaborer des solutions majoritaires.

Législatives : des jeunes ont fait le taf face aux fafs

Par
RACHID LAÏRECHE
Reporter au service Société

Les élections racontent des histoires. Elles ne sont pas toujours belles. Des victoires surprises, des défaites, des chutes, des larmes et des nouvelles têtes. Les lendemains aussi sont des histoires. Les spécialistes repartent au front sur les plateaux et les ondes. Les erreurs de la veille sont oubliées. Ils analysent les cartes du pays en faisant mine de rien. *«La France est coupée en deux»*, disent-ils après l'avoir taillée en pièces. Les campagnes contre les villes. Les gentils contre les méchants. Les fâchés contre les méprisants. Les spécialistes se placent toujours du côté des gentils fâchés loin des villes, forcément. Des histoires restent sous le tapis. Personne ne les raconte, ou presque. La parole raciste est montée dans les tours tout au long de la campagne électorale. Il suffisait de faire un tour en reportage pour entendre les insultes et la rage contre les Arabes et les Noirs. Des mots. Des agressions. Les spécialistes ont expliqué que la parole raciste s'est *«libérée»*. Et puis c'est tout.
Rien de plus pour expliquer la crasse. Ils ne sont pas allés au bout de l'histoire. Dans les quartiers populaires du pays, une autre parole s'est *«libérée»*. Des jeunes ont fait le taf face aux fafs. Pas en faisant du porte-à-porte ou en tractant pour un candidat. Blessés par les mots, les coups et l'ambiance, ils ont pris au sérieux cette élection. Ils ont eu peur, mais pas seulement. Les législatives surprises, une *«grenade dégoupillée»* comme dirait notre président de la République, ont permis à toutes les têtes du pays – des villes, des campagnes ou d'ailleurs – de dire son rapport au pays.
Je me souviens de cette scène en reportage. Une discussion banale dans une sandwicherie bon marché de Seine-Saint-Denis. Un petit costaud a demandé à son pote encore plus costaud : *«Et toi, tu en es où avec la France?»* Un long silence. Il est né à Paris. Ses parents au Mali. Sa femme a des origines au Maroc. Il a fini par lui dire : *«Pourquoi tu me demandes ça? Je suis chez moi ici, je suis français. J'espère un jour avoir des enfants et ils seront français. Qui va venir en face pour me dire le contraire?»* C'est vrai ça : qui, où, et comment? Ces derniers jours, les âmes des quartiers populaires étaient dans la folie du moment. Des discussions sur les réseaux. Des dîners. Des discussions folles et longues dans toutes les boucles. Des débats en bas des tours. Ils avaient eux aussi leur mot à dire sur la gauche et les têtes à mettre (ou pas) en avant. Qui leur a demandé leur avis? Ils ne réfléchissent pas? Ils ne ressentent rien? Ils n'existent pas? Les spécialistes préfèrent se concentrer sur leur monde. Ils se pointent au bureau après chaque moment de tension en disant : *«Hier, le beau-frère de ma sœur m'a dit que…»* Un thermomètre feignant, naze et ridicule. Les jeunesses des quartiers se forment au fil des drames et des moments clés. Combien de militants sont nés dans les cités après la mort de Zyed et Bouna en 2005? Combien après la mort de Nahel en 2023? Combien après chaque drame? Combien pensent à s'engager en politique après la séquence actuelle? Des jeunes se mobilisent et se construisent politiquement. Des destins qui poussent loin des radars. Je me souviens aussi de cette scène. Deux jeunes filles à Paris qui papotent sur la place de la République. *«Qu'est-ce que vont me faire ceux qui ne sont pas contents?»* demandent-elles. Une manière de dire que la question ne se pose pas à leurs yeux. Elles sont dans le paysage. Elles existent. L'une d'elles, étudiante en droit, lâche, sûre de ses forces : *«Je ne sais pas comment ils imaginent les choses, peut-être qu'ils nous méprisent, mais la France ne peut pas se faire sans nous.»* Le «nous» a son importance. Il serait temps de le mettre dans les histoires qui se racontent.

SOPHIE BINET «La pression populaire doit continuer»



RENCONTRE

La secrétaire générale de la CGT salue la victoire du Nouveau Front populaire aux législatives et prévient que, quel que soit le prochain gouvernement, son syndicat «ne compte pas ranger les drapeaux». Selon elle, «une mobilisation sociale est nécessaire» à la rentrée.

Recueilli par
AMANDINE CAILHOL et **FRANTZ DURUPT**
Photo
CYRIL ZANNETTACCI. VU

Deux jours après la victoire surprise de la gauche aux élections législatives, la bouteille de champagne est encore au frais dans le bureau de Sophie Binet. Rencontre avec la secrétaire générale de la CGT qui n'a pas encore eu le temps de trinquer à cette issue à laquelle elle estime que son syndicat a largement participé. Elle fixe ses priorités pour les semaines et mois à venir, avec une mobilisation sociale en chantier pour la rentrée.

En mars, vous sortiez un livre intitulé *Il est minuit moins le quart*. Jusqu'à dimanche soir, il était minuit moins une. Aujourd'hui, quelle heure est-il?

On est revenu à minuit moins le quart. On a réussi à remonter le temps, donc c'est une belle victoire, mais si on veut redescendre à 11 heures et demie ou à 10 heures du soir, une heure plus raisonnable, il faut qu'on ait un gouvernement qui se mette en place et qui change la vie des gens.

Pour vous, ces élections, c'est une victoire de la gauche ou une défaite de l'extrême droite?

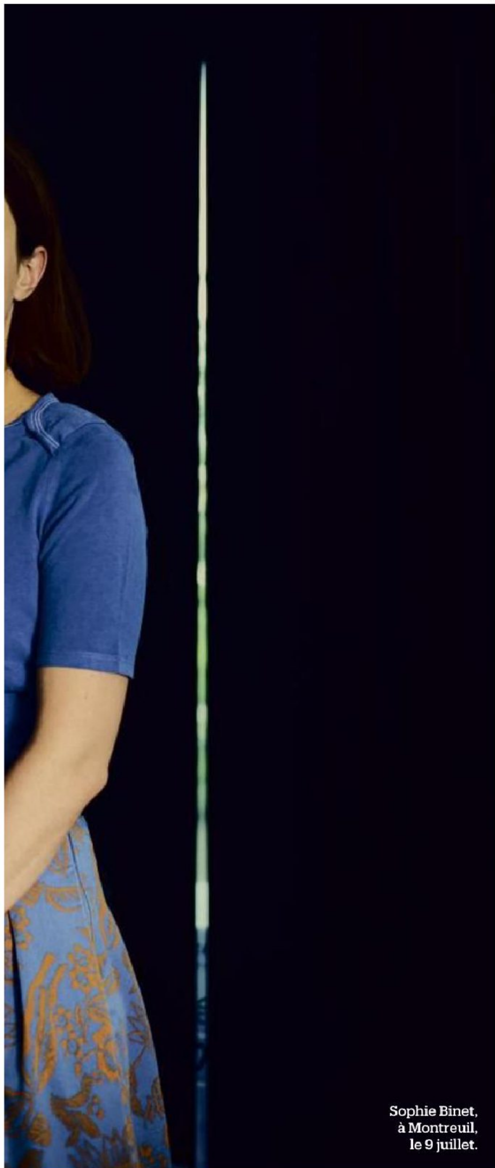
Les deux. On espérait une défaite de l'extrême droite et on a eu, en plus, une victoire de la gauche qu'on est allés chercher avec les dents, notamment les syndicats. Quand on voit que cette élection s'est jouée à quelques voix près. Quand on voit le brouillage idéologique organisé notamment par Emmanuel Macron, avec une mise dos à dos de la droite et de la gauche, et tous les repères qui tombaient sur le mode «l'antisémitisme c'est la gauche», «ceux qui défendent la République c'est l'extrême droite». Que le patronat s'est positionné en fonction de ses seuls intérêts financiers, ce qui était une honte républicaine… Les organisations syndicales et la CGT en particulier ont participé à remettre la mairie au milieu du village.

Que doit-il se passer maintenant? Lors du Front populaire de 1936, des grèves massives avaient été organisées…

La pression populaire doit continuer parce que la situation est extrêmement fragile. La majorité du NFP est étriquée. Emmanuel Macron veut nous voler la victoire, il a une stratégie pour construire une majorité de centre droit et poursuivre sa politique économique et sociale. Et en face, le premier groupe d'opposition est l'extrême droite. Nous sommes en sursis. Nous n'avons pas le droit à l'erreur. S'il y a un faux pas, c'est l'extrême droite qui récupère à la fin.

Que compte faire la CGT?

Dans l'immédiat, il faut que la mobilisation de la société civile continue. Mais c'est plutôt à la rentrée que les choses peuvent se passer. La CGT ne compte pas ranger les drapeaux. Une mobilisation sociale est nécessaire. Elle sera de conquête, pour gagner des avancées, pour que notre quotidien au travail change. Parce que ça fait des



Sophie Binet, à Montreuil, le 9 juillet.

années et des années qu'on se mobilise pour empêcher des reculs… Les avancées sociales n'arrivent jamais toutes cuites d'en haut. Elles arrivent quand on lutte et qu'on s'organise. Nos équipes syndicales vont aussi rencontrer l'ensemble des députés républicains pour leur dire qu'ils ont donc des comptes à rendre.

Une mobilisation intersyndicale ?

C'est bien sûr notre objectif, mais il est trop tôt pour le dire, on va avancer par étapes en continuant à se respecter.

Un syndicaliste à Matignon, ce serait une bonne idée ?

Nous, on n'est pas dans le casting. Mais il faut un gouvernement qui rassemble, de l'intelligence collective. Il y a aussi une rupture démocratique à faire. Ce n'est plus possible de diriger le pays seul comme l'a fait Emmanuel Macron.

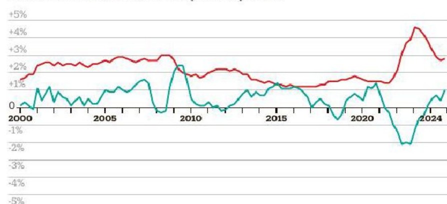
Quelles sont les mesures les plus urgentes à prendre ?

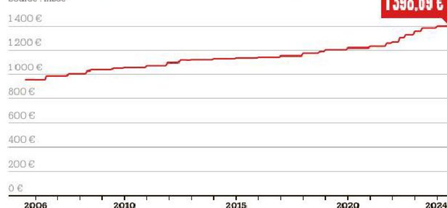
D'abord l'abrogation de la réforme des retraites. Ce serait un symbole de justice et ça montrerait tout de suite qu'on fait autrement.

Suite page 10

Smic à 1 600 euros : un impact difficile à mesurer

Les experts se disputent sur les conséquences de la mesure phare du Nouveau Front populaire, notamment sur les PME. Elle concernerait des millions de salariés.





C'est la proposition du Nouveau Front populaire qui électrise le plus le débat : augmenter le smic à 1600 euros net, soit 200 euros de plus qu'actuellement (+14,3%), ce qui concernerait plus de trois millions de Français. Une hausse en une fois inédite, comparable à l'augmentation de 10% décidée par le gouvernement Mauroy en 1981. Deux camps s'opposent : ses partisans plaident non seulement pour la justice sociale mais aussi pour une stimulation de la consommation, moteur de la croissance, et minimisent les effets sur l'emploi. De l'autre, ses adversaires, notamment les entreprises et les économistes partisans de la politique de l'offre, pronostiquent une destruction d'emplois massive et des faillites, ainsi qu'une baisse de la compétitivité. Mais on trouve aussi la CFDT dans le camp des opposants, qui préfère une progression plus uniforme des salaires.

Du côté des PME, c'est un chœur de cris d'alarme. Le smic à 1600 euros génère *«une hausse pour l'entreprise de 530 à 550 euros»* par salarié par mois, a déclaré Marc Sanchez, secrétaire général du Syndicat des Indépendants et des TPE. Selon une enquête de la Confédération des PME, avec un salaire minimum à 1600 euros nets, 14% des entrepreneurs *«n'auraient d'autre choix que de cesser leur activité tandis que 27% licencieraient une partie de leur personnel pour sauver leur entreprise»*. Même sentiment pour Michel Picon, président de l'Union des entreprises de proximité (U2P), pour qui *«beaucoup de petits commerçants ou d'artisans ne pourront pas payer des smic à 1600 euros net par mois»*. Sur les réseaux sociaux, de nombreux patrons de TPE s'affolent et disent qu'ils devront licencier.

Impôts. L'institut Montaigne, un think tank libéral, a calculé une perte nette de 300000 emplois et un coût pour les finances publiques de 17 à 21 milliards d'euros en allègements de cotisations sociales, qui sont alignées sur le smic. D'autres effets sont encore plus inconnus : une diffusion de la hausse du smic sur les salaires supérieurs et les impôts qui en découlent. Du côté gouvernemental, pendant la campagne, on n'a pas fait dans la dentelle. Bruno Le Maire a prédit le *«retour au chômage de masse»* et Gabriel Attal la perte de 500000 emplois.

Plus nuancé, l'économiste de l'OFCE Eric Heyer estime que *«le renchérissement du coût du travail pourrait se traduire par la destruction de 322000 emplois»*, mais prévoit aussi 142000 créations de postes grâce à une hausse de la consommation et 151000 postes créés grâce aux allègements de charges qui s'appliqueraient à de nouveaux emplois. Bilan final : 29000 destructions d'emploi, *«loin de la catastrophe annoncée»*, prédit l'économiste.

En revanche, la hausse du smic augmenterait de près de 10 milliards d'euros le revenu disponible des ménages, font valoir les dirigeants du Nouveau Front populaire, ce qui stimulerait la consommation et donc… l'emploi. Le NFP promet aussi des aides aux TPE, temporaires, pour qu'elles puissent assumer ce surcoût, un mécanisme qui reste à détailler et à chiffrer précisément, et met en avant les hausses de salaire minimum qui ont eu lieu en Espagne et en Allemagne sans drame. Contre-argument, la France a déjà l'un des smic les plus élevés au monde. Plus qu'à Madrid certes, mais moins qu'à Berlin.

L'économiste Michaël Zemmour minimise également l'impact négatif sur l'emploi. *«Les exonérations [de charges sociales] au niveau du smic fait qu'une partie de la hausse du coût est compensée. A court terme, elles sont un vrai amortisseur»*, argue l'universitaire. *«Par contre, la première objection à cette mesure, c'est qu'on est actuellement à 17% de smicards, et ce qui l'explique c'est que les salaires au-dessus sont en panne»*, poursuit-il. *L'objectif de la politique, c'est de redynamiser la politique salariale, parce qu'on ne veut pas qu'il y ait plus de 20% de gens payés au smic. La bonne formule serait de faire ça en plusieurs étapes, avec au début une augmentation instantanée significative.»* Pour son collègue Clément Carbonnier, *«une telle mesure pèserait de l'ordre de la dizaine de milliards d'euros sur les comptes publics, principalement du fait du système d'allègements de cotisations sociales indexé sur le smic, mais n'aurait probablement pas d'effet négatif sur l'emploi.»*

«A zéro». Attention à un autre effet de bord même si le NFP promet d'*«organiser une grande conférence sociale»* pour l'éviter : Luc Mathieu, secrétaire national de la CFDT, a averti dans *la Croix* que *«le manque à gagner, du fait d'un élargissement des allègements de charge, rendrait nécessairement plus complexe le financement de la Sécurité sociale et menacerait l'équilibre des caisses de retraite»*. Il estime d'ailleurs que plutôt qu'une forte hausse du smic, mieux vaudrait *«ménager une dynamique salariale au fur et à mesure de la carrière»*. Il pointe l'une des critiques récurrentes de cette proposition, qu'une partie des salariés payés un peu au-dessus du salaire minimum se retrouvent smicards. *«Pour eux, ce serait comme recommencer à zéro»*, avertit Luc Mathieu. D'autant qu'à 1600 euros, le smic concernerait *«21 à 22% des salariés»*, contre 17% aujourd'hui.

LAURENCE BENHAMOU et **FRANTZ DURUPT**

Suite de la page 9 **Comment ? Une loi adoptée par 49.3 ou avec les voix du RN, ce ne serait pas gênant ?**
Il vaut mieux gouverner sans 49.3. Quant aux députés d'extrême droite, il y en a 143 et ils votent, on ne peut rien y faire. Le sujet se posera sur tous les textes. Mais s'ils votent l'abrogation de la réforme, ça ne contredira pas le fait que c'est le parti de l'imposture sociale. S'ils avaient été au pouvoir, il y a de gros doutes sur le fait qu'ils l'auraient abrogé. Par ailleurs, sur les salaires, ils ont dit clairement qu'ils ne voulaient pas les augmenter. C'est notre deuxième urgence.
Sur les salaires justement, que défendez-vous ?
L'extrême droite prospère sur le déclassement et le fait que le travail n'est plus payé à sa juste hauteur. Il y a quasiment la moitié de la population qui ne peut plus vivre dignement de son travail, et l'autre moitié qui considère que sa qualification n'est pas reconnue. Il faut traiter les deux. Indexer les salaires sur les prix est une mesure de protection, et dans un moment où l'inflation se calme, que le patronat ne vienne pas nous expliquer que ça va mettre les entreprises en déficit. Sur le smic, il faut une mesure immédiate car on a un smic horaire, mais pas mensuel. Or, quasiment 20 % des salariés, notamment les femmes, sont à temps partiel. Donc bien loin du smic mensuel.
En augmentant d'un coup le smic à 1 600 euros net *(lire page 9)*, il y aurait un effet de tassement des grilles, mais aussi une explosion des exonérations de cotisations patronales…
Nous, on dit qu'il faut augmenter les salaires. Quand il y aura un gouvernement, on négociera avec lui sur comment on le fait. Pour que cela ne mette pas en difficulté les petites entreprises, il faut des stratégies d'anticipation et d'accompagnement. Il y a besoin de remettre à plat les 170 milliards d'aides fiscales et sociales dont bénéficient les entreprises. Plein de multinationales n'ont pas besoin de ces exonérations. Il ne faut plus qu'elles se cachent derrière les petites entreprises pour justifier de tirer les salaires vers le bas. Les exonérations sous 1,6 smic créent un effet de trappe à bas salaire. Il faut mettre fin à cette addiction du patronat aux aides publiques. On peut mettre en place un plan de décrochage progressif pour l'aider à se sevrer.

> «La force citoyenne qui a permis d'éviter le pire, il faut la structurer, que les choses continuent de fonctionner par en bas.»

La troisième urgence ?
Ce sont les services publics. Le gouvernement devra préparer le budget 2025. Il y a besoin d'un plan d'urgence pour nos hôpitaux, nos Ehpad. L'enseignement supérieur et la recherche, la justice, c'est la cata aussi. Les 60 milliards d'euros de cadeaux par an pour les plus grandes entreprises et les plus riches peuvent être remobilisés là.
Comment allez-vous travailler avec les autres acteurs sociaux ?
Pour l'instant, il n'y a pas de calendrier. Mais il faut qu'on puisse reprendre la main sur l'assurance chômage sur une tout autre base que celle qui était prévue par la lettre de cadrage du gouvernement, qui nous imposait des économies inacceptables alors que les comptes de l'assurance chômage sont au vert et que le chômage et la précarité repartent à la hausse.
Est-ce que la CGT envisage d'élaborer des propositions de loi à soumettre aux députés ?
Bien sûr, on l'a fait avec succès, notamment sur les questions d'énergie, et on peut continuer à le faire sur plein de questions, qui peuvent être transpartisanes. Je pense à la réindustrialisation, mais aussi aux violences sexistes et sexuelles. La CGT sera disponible pour travailler sur une loi-cadre.
Les syndicats porteront-ils des choses ensemble ?
On peut le faire au coup par coup. Nous avons suffisamment de bouteille sur le travail intersyndical pour se dire que ça va durer. Nous sommes conscients de nos responsabilités de boussole et de rassemblement d'un pays qui est fracturé. Nous le voyons dans nos collectifs de travail, avec une explosion des situations de racisme ces dernières semaines. Il faut lutter contre le racisme et l'antisémitisme, car on ne peut pas lutter contre l'un sans lutter contre l'autre. Le patronat doit aussi prendre ses responsabilités, la question ne lui est pas extérieure.
Le RN reste aux portes du pouvoir. Comment préparer l'après dans le monde syndical ?
La priorité, c'est la syndicalisation. La force citoyenne qui a permis d'éviter le pire, il faut la structurer, que les choses continuent de fonctionner par en bas. Le principe du syndicalisme, pour nous, c'est *«Ni Dieu, ni César, ni tribun, producteurs sauvons-nous nous-mêmes !»* (1) Se syndiquer est aussi en soi une arme contre l'extrême droite et le racisme, car on agit alors ensemble pour ses intérêts de travailleuses et travailleurs à être mieux payés et respectés au travail. Et ces intérêts sont les mêmes quelle que soit la couleur, l'origine, la religion.

(1) Paroles extraites de *l'Internationale*.



Budget, le compte à rebours

Le désordre politique perturbe la préparation des textes budgétaires de cet automne, mais le projet de loi de finances 2025 devra être déposé d'ici le 1er octobre, date juridiquement incontournable.

Ce mardi, au surlendemain du deuxième tour des élections législatives, la préparation des textes budgétaires de l'année prochaine a repris. Une conséquence du choix présidentiel de laisser en place le gouvernement Attal, et pas seulement pour expédier les affaires courantes. Le ministère délégué aux Comptes publics s'est mis à *«travailler à différentes options concernant le prochain budget»*, précise-t-on au cabinet de Thomas Cazenave. Depuis le 9 juin et la dissolution de l'Assemblée nationale, tous les arbitrages politiques sur ces projets de loi en vue de leur examen à l'automne par le Parlement, sont figés. Les négociations serrées sur les crédits qui devaient être allouées à chaque ministère ont été suspendues. Il n'y avait plus que l'administration et, en particulier, la puissante direction du Budget de Bercy, à continuer à mouliner ses tableurs et à discuter avec les opérateurs de l'Etat sur le nombre de postes dont ils disposeront l'an prochain. *«Le budget est obligé d'avancer, même s'il n'y a pas eu les entretiens avec les ministres sur les lettre-plafonds»*, constate le cabinet du ministre de l'Economie et des Finances. *«C'est un devoir de l'administration de laisser les documents techniques propres»*, indique-t-on à l'étage du dessous.

«Open bar». Cette situation intervient au moment où les finances publiques sont malmenées, depuis que le déficit public en 2023 a été bien plus creusé que prévu. Cela a valu à la France, depuis la fin du mois de mai, de voir la note sur sa dette dégradée par l'agence Standard & Poor's et d'être sous le coup d'une procédure pour déficit excessif ouverte par la Commission européenne. Le gouvernement actuel avait revu sa prévision de déficit de 5,1% du produit intérieur brut (PIB) cette année, mais ce chiffre prenait en compte le premier décret de 10 milliards d'euros économies publié en février, mais aussi la deuxième salve de 10 milliards d'euros qui devait être inscrite dans un projet de loi de fin de gestion en fin d'année. A Bercy, on assure que *«ces 10 milliards sont prêts»*, sauf que leur détail précis n'a pas été rendu public. *«Certaines des décisions sont appliquées, chaque ministre sait ce qui est prévu pour ses dépenses et a, par exemple, déjà pu freiner les recrutements*, indique un conseiller de l'exécutif. *Nous ne sommes pas encore allés chercher dans la trésorerie des opérateurs. Si un gouvernement arrive et dit "C'est open bar sur les dépenses", il peut tout ajuster.»*
En attendant cet éventuel nouveau gouvernement, le compte à rebours de cet exercice très codifié est enclenché. La première échéance intervient dès la semaine prochaine, le 15 juillet. A cette date prévue dans la loi organique relative aux lois de finances (la LOLF), doivent être présentés les «tirés à part» du projet de loi de finances (PLF) contenant notamment les plafonds de crédits envisagés pour chaque mission du budget. Si un nouveau gouvernement est nommé, il ne devrait pas avoir le temps matériel d'y procéder. L'actuel, s'il est encore en poste, ne présentera pas ce rapport, assurent plusieurs sources. *«Impensable !*, s'exclame le même conseiller. *Cela n'aurait vraiment aucun sens, ce sont des choix très politiques qui devront être faits par le prochain gouvernement.»* L'absence de ce rapport ne devrait pas poser de problème d'un point de vue juridique, une décision du Conseil constitutionnel de 2021 précise qu'une *«éventuelle méconnaissance de ces procédures ne saurait faire obstacle à la mise en discussion d'un projet de loi de finances»*.

«Scénario». Une date, en revanche, est incontournable, celle du 1er octobre 2024, puisque *«le projet de loi de finances […] est déposé au plus tard le premier mardi d'octobre»*, édicte la LOLF. Et le texte doit être prêt autour du 1er août, estime Bercy, afin que tout le processus s'ébranle : l'envoi des articles au Conseil d'Etat, la finalisation des annexes – ces fameux «bleus», «jaunes» et autres «orange» budgétaires –, la saisine du Haut Conseil des finances publiques qui rend son avis sur les prévisions macroéconomiques et l'article liminaire du PLF et du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (sans portée budgétaire, lui). En cas de flou politique persistant, l'hypothèse d'un budget technique est étu-



Au ministère de l'Economie et des Finances, à Paris. PHOTO DENIS ALLARD

diée. *«Sur le papier on peut faire un texte avec un seul article, l'autorisation de percevoir les recettes»*, imagine-t-on au gouvernement, tout en reconnaissant qu'un budget n'est que choix politiques. Une autre hypothèse est avancée, reconduire en 2025 le même budget qu'en 2024, mais elle n'est pas considérée comme *«le meilleur scénario»*.

Une autre échéance va s'imposer quoi qu'il arrive au 20 septembre: la remise à la Commission européenne du plan national dans lequel la France doit détailler ses objectifs de dépenses à moyen terme, ses investissements et ses réformes. Ce document, qui remplace notamment le programme de stabilité, a été créé dans le cadre de la réforme du pacte de stabilité et de croissance, qui entre en vigueur au 1er janvier 2025. *«La Commission commencera à examiner les plans immédiatement après réception et elle recommandera au Conseil soit de l'approuver, soit de demander à l'Etat membre de soumettre un plan modifié»*, explique un porte-parole à Bruxelles.

«Austérité». Pour l'heure, la trajectoire budgétaire annoncée par la France et critiquée par plusieurs institutions, prévoit de ramener le déficit sous les 3% en 2027. Bruno Le Maire, encore ministre de l'Economie et des Finances, a déclaré mardi à la presse qu'il *«partir [a] en laissant des finances publiques en cours de rétablissement»*. *«Si on revient sur ces décisions de rétablissement, il y a un risque sur la note française»*, a-t-il insisté en référence aux inquiétudes exprimées par les agences de notation Standard & Poor's et Fitch. En tout cas, souligne Eric Heyer, directeur à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), *«les engagements européens sont importants»*. *«Si le prochain gouvernement dit qu'il s'en fiche, cela peut poser des problèmes avec la Commission, les marchés, la banque centrale…* ajoute l'économiste à Sciences-Po Paris. *En revanche, des assouplissements sont négociables, il existe des marges tant qu'un plan est expliqué. La Commission peut comprendre qu'il y a un problème politique. Personne ne veut répéter l'erreur de 2011-2014 sur l'austérité.»*

S'il cherche des coupes budgétaires, le prochain gouvernement pourra piocher des idées dans les revues de dépenses publiques. Six sont prêtes et n'ont jamais été publiées, elles traitent des affections longue durée, de la politique de l'emploi, de l'apprentissage et la formation professionnelle, des aides aux entreprises, et de la politique en faveur de la jeunesse. D'autres ont fait l'objet de rendus intermédiaires, mais même leurs thèmes sont tenus secrets.

ANNE-SOPHIE LECHEVALLIER

La croissance française reste dans le mou

Selon l'Insee, la conjoncture résiste mais le chômage devrait légèrement remonter.

Qu'il soit de gauche, «central» ou technique, le futur gouvernement héritera cette année d'une croissance molle, mais d'une croissance tout de même: +1,1% à fin 2024, selon la dernière note de conjoncture de l'Insee, note que l'institut devait publier mi-juin mais a décidé de retenir, au nom du *«devoir de réserve»* électoral. Pas de chiffres fracassants pourtant dans cette analyse des perspectives de l'économie française. La croissance serait identique à celle de 2023, grâce aussi à un petit effet Jeux olympiques, qui doperait l'activité de 0,3 point cet été. Bonne nouvelle, car l'Insee était plus pessimiste dans sa note de mars et a révisé ses chiffres légèrement à la hausse. Sauf que cette croissance masque un point noir, une légère remontée du chômage à 7,6 % en fin d'année 2024 contre 7,5% fin 2023. En effet, les 185 000 emplois supplémentaires prévus en 2024 seraient contrebalancés par une population active qui augmente plus vite, à cause notamment du départ plus tardif des salariés, réforme des retraites oblige.

Effet confiance. Les recrutements s'annoncent moins fréquents, *«les entreprises étant un peu moins optimistes en juin sur leurs recrutements passés et à venir»*, explique l'Insee, qui a réalisé ses enquêtes avant la dissolution. S'y ajoutera peut-être l'impact de l'attentisme provoqué par la crise politique, encore impossible à chiffrer. L'institut constate cependant que les marchés financiers ne s'affolent pas et évoque même un possible *«effet confiance»*, favorable à l'économie. *«Chaque élection provoque une bulle d'optimisme avec une hausse de la confiance des ménages, on verra si la même chose se passe»*, notent ses experts.

Les salaires réels (hors inflation) devraient remonter légèrement, sans compenser leur chute de 2,5% sur les deux années précédentes, du fait de l'explosion des prix. Le salaire moyen par personne devrait ainsi augmenter nominalement de 2,7%, moins que les +4,1% de 2023: *«Les anticipations des chefs d'entreprise concernant les perspectives de salaires sont bien inférieures à celles observées un an auparavant»*, note l'Insee. Mais grâce à une inflation retombée à 2,1% sur un an, le pouvoir d'achat des ménages regagnerait 0,9% cette année, après +0,3% en 2023 et -0,3% en 2022.

L'Insee constate aussi un *«net coup d'arrêt»* des dépenses des administrations publiques, sous l'effet des annulations de crédits décidées par le gouvernement. Le salaire moyen par tête des agents publics avait augmenté en 2023 de 4,1% en moyenne, mais moins que la hausse des prix. En 2024, leur hausse ralentirait nettement, malgré la hausse du point d'indice et les primes JO.

Immobilier. Sur l'ensemble de 2024, la consommation des ménages devrait accélérer un peu (+1,3% en 2024, après +0,9% en 2023). Avec un effet JO: la consommation serait particulièrement dynamique durant l'été, car *«les JOP, dont environ deux tiers des spectateurs attendus résident en France, augmenteraient temporairement d'environ +0,3 point la consommation des ménages résidents au troisième trimestre»*. L'Insee voit aussi se profiler un arrêt de la dégringolade du marché immobilier, dont les transactions avaient chuté de 20% depuis 2022. La part des ménages ayant l'intention d'acheter, qui a chuté depuis deux ans en passant de 16% à 7%, se stabilise enfin, notamment chez les primo-accédants. Côté entreprises, leur taux de marge a chuté à 32,1% de leur valeur ajoutée, en particulier à cause de la revalorisation automatique du smic au 1er janvier et du rattrapage des salaires sur l'inflation, mais leur situation était meilleure qu'avant la crise sanitaire. Le plus inquiétant est la forte hausse des faillites, signe que beaucoup d'entreprises françaises restent fragiles. Selon le Conseil national des administrateurs et mandataires judiciaires, le nombre de défaillances d'entreprises au premier semestre a atteint 33 493, soit 18% de plus qu'au premier semestre 2023 et de 20% de plus que les niveaux de 2018-2019. Sur 12 mois glissants, le nombre de défaillances pourrait dépasser les 65 000, davantage que les records de 2009 et 2015.

LAURENCE BENHAMOU

Les Canaries épuisées par «le dieu Tourisme»

Le mouvement contre le tourisme de masse s'amplifie en Espagne, deuxième pays le plus visité au monde. Dans l'archipel des Canaries, la colère est nourrie par la pénurie de logements, les bas salaires et les menaces sur l'environnement.

REPORTAGE

Par
FRANÇOIS MUSSEAU
Envoyé spécial à Grande Canarie

Il y a quelque chose d'émouvant chez Lidia Cruz, cheveux châtain frisés, institutrice quinquagénaire pleine d'énergie au sourire désarmant. Son tee-shirt vert dit *«Guanarteme, en risque d'extinction»*. Le slogan est auréolé du dessin d'une sorte de surhomme barbu à la longue chevelure: un certain Tenesor Semidán, alias Fernando Guanarteme, dernier roi indigène des Canaries, mort en 1496 peu avant la colonisation de l'archipel par les Espagnols. Guanarteme, c'est aussi le quartier populaire où elle vit depuis un demi-siècle, au numéro 17 de la rue Luchana, une maison modeste à l'ancienne, avec sa mère et ses deux filles. A une encablure de là, elle désigne deux édifices flambant neufs de 12 et 17 étages, et un chantier gigantesque qui a coupé la rue en deux pour y édifier un complexe hôtelier. Les pelleteuses y bataillent contre des remontées d'eau du sous-sol.

«Vous croyez qu'on aurait été consultés pour ces folies démesurées? C'était un quartier tranquille, d'ouvriers, avec ses garages, ses ateliers et sa fabrique de tabac. Et aujourd'hui ces monstres de béton, et le bruit, et les camions, et la fatigue nerveuse. Dans ce nouveau chantier, le 35 m² y est annoncé à au moins 900 euros. Qui peut s'offrir cela ici? interroge-t-elle. *Personne. Les gens partent vers la périphérie insalubre, les jeunes en premier. Le tissu social est mort, je ne reconnais plus personne. Moi, une Canarienne de génération en génération! Spéculateurs, constructeurs, politiques, ils ont réussi à faire que je me sente comme ça, mes filles Xiomara et Idaira aussi. Ou bien on arrête cela, ou je ne sais pas quoi vous dire…»*



Vue aérienne de Maspalomas et de ses dunes, sur l'île de Grande Canarie. PHOTO MARCO BOTTIGELLI. GETTY IMAGES



Le 20 avril

Son sourire s'éteint, puis brille de nouveau lorsqu'elle évoque la mobilisation du 20 avril. Celle du «Trop, c'est trop». Des dizaines de milliers de Canariens répandus dans tout Las Palmas – la capitale de l'île de Grande Canarie –, plus de 200 000 dans tout l'archipel (soit 10 % de la population), pour pousser une clameur contre la massification du tourisme. *«Les Canaries s'épuisent», «Mon immeuble n'est pas un hôtel», «Ici des gens vivent», «Ce n'est pas du tourisme, c'est une colonisation», «Et nous, où allons-nous partir?»* Les slogans visent tous les problèmes: le logement de plus en plus cher, les espaces naturels envahis, les infrastructures qui craquent, les ressources naturelles qui s'épuisent…

«Cette mobilisation est historique, elle sonne le réveil des consciences longtemps amorphes. Les gens n'en peuvent plus car tout est désormais rentabilisable, au plus offrant. Comme s'il fallait se prosterner devant le dieu Tourisme», lâche Enrique Reina, croisé place d'Espagne où de grandes figures de pierre représentent les activités primaires de l'archipel. Le jeune homme au bouc brun, membre du collectif «Taneckra» («indépendance» en langue berbère) revendique un orgueil local et dénonce une sensation d'étouffement. La situation de ce professeur d'histoire au chômage résume bien la schizophrénie de cette région espagnole perdue dans l'océan Atlantique. Dans sa demeure familiale vivent son père magasinier, sa mère malade d'un cancer et en arrêt maladie, et un frère accompagnateur de bus scolaires. *«Chaque mois, tous ensemble, notre revenu atteint à peine les 1000 euros. Comment on fait alors qu'un 30 m² coûte 1300 euros, effet de l'invasion touristique et de la gentrification?»*

HAUTE SAISON PERMANENTE

En Espagne, deuxième destination touristique du monde derrière la France mais devant la Chine ou les Etats-Unis (85 millions de visiteurs en 2023, au moins 90 millions prévus cette année), cette massification fait des dégâts dans plusieurs territoires sensibles: Barcelone, Malaga, Madrid, îles Baléares… Mais nulle part autant que dans l'archipel canarien, aux ressources très limitées. Ici, le déséquilibre est vertigineux: 16,2 millions de touristes l'an dernier pour 2,2 millions d'habitants. Et la haute saison permanente, en raison du climat africain et ses alizés bienfaiteurs, attire Européens l'hiver et péninsulaires l'été. Véritable poule aux œufs d'or, le tourisme pèse 35,5 % du PIB régional, 40 % de l'emploi et 30 % des recettes fiscales. Sur la seule île de Grande Canarie, il a rapporté 22 milliards d'euros en 2023, en hausse de 12 % en un an.

Mais le Canarien ordinaire, lui, ne s'y retrouve pas, avec des salaires parmi les plus bas du pays (entre 900 et 1200 euros en moyenne) et 34 % de la population en risque d'exclusion. Benayga, 30 ans, une des organisatrices de la manifestation monstre du 20 avril, y voit une forme de continuité historique. *«Mes parents, oncles, grands-pères et arrière-grands-pères, tous ont travaillé comme employés sans aucun droit pour des patrons, ou bien*



À Las Palmas, des milliers de personnes dénonçaient le surtourisme. PHOTO EUROPA PRESS. GETTY IMAGES

ils ont émigré au Venezuela, ou en Espagne continentale. Nous les jeunes, aujourd'hui, on doit choisir entre émigrer ou se contenter de jobs sans qualification et mal payés dans un hôtel ou un restaurant. On n'a pas cessé de porter des plateaux pour les puissants. On n'a pas cessé d'être des esclaves. Va-t-on rompre avec cette fatalité coloniale? C'est ça qui en est jeu aujourd'hui», assène cette infirmière.

PORTUGAL
ESPAGNE
Océan Atlantique
MAROC
ÎLES CANARIES
ALGÉRIE
Grande Canarie
MAURIT.
MALI
200 km

De l'avis général, le surtourisme aiguise principalement le drame du logement et de l'espace disponible. A Grande Canarie, île dont la moitié du territoire, notamment les espaces protégés et inscrits au Patrimoine mondial, est inconstructible, la densité – 548 habitants au km² – dépasse celle du Japon. Dans ce contexte déjà surchargé, chaque nouvelle vague de touristes – ou, plus récemment, de «digital nomads» venus télétravailler au soleil – accentue les ravages sur le marché résidentiel. *«Il y a un effondrement général, avec des dizaines de projets hôteliers et touristiques en cours»*, dénonce le documentariste Felipe Ravina.

Si la crise du tourisme explose aujourd'hui, c'est précisément parce que les logements à destination des vacanciers se multiplient comme des petits pains, de manière visiblement incontrôlée. *«Dans l'archipel, on est passé de 5000 à 54000 logements de ce type en quelques années seulement»*, pointe Eugenio Reyes, de l'organisation Ecologistes en action. Depuis fin 2022, leur nombre a augmenté de près de 40 %, selon les chiffres du gouvernement régional. A tel point que les Canaries comptent désormais davantage de lits dans des appartements touristiques (plus de 261000) que dans les hôtels (environ 256000). *«Le tourisme a 100 ans aux Canaries et il n'y avait jamais eu, avant, de problème majeur»*, complète Eugenio Reyes. *Le conflit a surgi avec l'irruption de fonds spéculatifs qui transforment ou construisent des milliers de logements de 20 à 30 m². Lesquels, vu leur superficie et leur prix, sont uniquement destinés aux touristes, et pas aux résidents. Il faut absolument mettre des limites.»*

Poser des limites: le diagnostic est désormais largement partagé. *«Continuer à mesurer le succès du tourisme en termes quantitatifs est une irresponsabilité»*, lance José Luis Zorelda, d'Exceltur, l'association des 30 plus grandes entreprises du secteur. Même Jorge Marichal, le tout-puissant président d'Ashotel, qui regroupe l'essentiel des logements touristiques, reconnaît qu'il faut y mettre un frein. *«En plus, c'est se tirer une balle dans le pied*, estime un hôtelier de la longue plage de Las Canteras, à Las Palmas. *Si les concentrations de visiteurs sont telles que les Canariens n'ont plus droit de cité, dites-moi quel est l'intérêt de venir ici, sans gastronomie, sans artisanat, sans art de vivre local?»* Une liste à laquelle le documentariste Felipe Ravina ajoute la préservation du patrimoine naturel, lui aussi sous pression. *«Il est incompréhensible que les touristes ne dépensent pas 1 euro pour la biodiversité, si fragile ici, et sa conversation»*, déplore-t-il.

SANS DIVERSIFICATION, «LA MORT ASSURÉE»

Les autorités politiques semblent, elles aussi, avoir pris conscience du péril que constitue le sentiment généralisé de mal-être et de colère. Le gouvernement régional, gouverné par la droite, prépare ainsi un projet de loi pour limiter les usages touristiques. *«La difficulté, c'est que ce type d'appartements s'infiltre partout, parfois en marge de la légalité*, se défend le ministre adjoint au Tourisme, José Manuel Sanabria. *Les mairies doivent exercer ce rôle de contrôle. Or, à Grande Canarie, il n'y a que deux communes qui appliquent des restrictions.»*

Dans le quartier colonial de Las Palmas, où trône le palais qui héberge l'organe de gouvernement de l'île, son président, le «cabildo» Antonio Morales, du parti régionaliste de gauche Nuevas Canarias, ne botte pas en touche face au *«problème crucial»* posé par le surtourisme et ses conséquences sociales. *«Ça fait vingt ans que l'exécutif régional n'a pas construit de logements sociaux. Si on ne régule pas le secteur, on va vers le pire. Par ailleurs, et nous avons commencé à le faire à Grande Canarie avec l'audiovisuel, le numérique ou l'aquaculture, il faut absolument diversifier l'économie. Mettre toutes ses billes dans le même panier touristique, c'est la mort assurée.»*

Sortir de la monoculture touristique, si rentable que l'archipel y a longtemps lié son sort et sa prospérité, n'est toutefois pas chose aisée. D'autant que parfois, la loi s'en mêle, comme dans les «zones touristiques» établies dans les meilleurs lieux, le long des plus belles plages de l'archipel. Comme à la pointe sud de Grande Canarie, où les dunes de Maspalomas et la Playa del Inglès ressemblent à un gigantesque et luxueux complexe hôtelier muni de parcs aquatiques et de casinos. Tout le continent européen prospère semble y être réuni, et on peine à y détecter un Canarien qui ne soit pas serveur ou réceptionniste.

Depuis 2013, une loi oblige tous les propriétaires locaux d'un appartement situé dans cette vaste zone à le louer à un visiteur, via un «exploitant touristique». A l'ombre d'une palmeraie de Bahia Feliz, Maribe Doreste, qui préside un collectif de Canariens affectés par cette loi, détaille dans une colère froide: *«On nous oblige à louer pour une misère à des touristes via des sociétés allemandes ou norvégiennes. Et depuis l'an dernier, on reçoit des amendes de 2300 euros si on ne loue pas nos résidences secondaires voire, dans certains cas comme le mien, notre résidence principale!»*

Dans le nord-ouest de l'île, dans la jolie localité de Galdar, bien plus authentique, Victor Suarez, membre d'un collectif qui lutte contre une centrale électrique géante, exprime son désenchantement: *«Pendant longtemps, on nous disait "Soyez aimables avec les touristes", et on n'a rien contre eux! Mais sur mon île, je ne suis plus chez moi. Un logement touristique m'a viré de mon appart de la Playa del Agujero. Et quand je vais au Roque Nublo, l'un des plus grands rochers du monde situé au centre de Grande Canarie, c'est le Machu Picchu…»*

SURTOURISME: DES MANIFS À BARCELONE ET MALAGA

Des pistolets à eau pour arroser les visiteurs «indésirables»: des milliers de personnes ont défilé contre le surtourisme, samedi 30 juin dans les villes espagnoles de Malaga et Cadix, puis samedi 6 juillet à Barcelone. Les manifestants dénoncent principalement l'effet du tourisme de masse sur le prix du logement (les loyers ont augmenté de 68 % au cours de la dernière décennie, selon la mairie de Barcelone), mais aussi ses conséquences délétères sur les commerces locaux, l'environnement ou les conditions de travail des employés. La capitale de la Catalogne a accueilli l'année dernière plus de 12 millions de touristes. Pour faciliter l'accès au logement des habitants, la mairie de Barcelone a récemment annoncé vouloir mettre un terme à la location de tous les «appartements touristiques» d'ici à 2029. En Espagne, la province de Malaga est celle qui compte le plus grand nombre de ces logements à usage des visiteurs: 39 000, dont 6 500 dans la ville même, selon l'Institut national des statistiques.

carnet

DÉCÈS

Clohars-Carnoët (29)
Croissy-Beaubourg (77)



"Le souvenir des jours heureux irradie d'une lumière ardente le restant de notre vie et pulvérise notre chagrin."

Claude COUDERC

Journaliste
Homme de télévision
Ecrivain
Officier des arts et des lettres

nous a quittés.

Nous lui rendons hommage ce jeudi 11 Juillet 2024, à 14H00, en l'église de Clohars-Carnoët.

Françoise, sa rieuse,
ses enfants, Frédéric, Cécile, Claire et Adrien aujourd'hui à ses côtés,
ses petits-enfants, Achille, Angèle,
Gaspard, Mathéa, Léopold, Timothée,
Cerise, Violette, Archibald,

vous remercient pour tout cet amour partagé.

P.F Pierregui
29350 Moëlan-sur-Mer
02 98 09 26 41

VIOLENCES SEXUELLES
Le rugby français face à l'opprobre

Avec l'arrestation en Argentine de Hugo Auradou et Oscar Jégou, visés par une plainte pour violences sexuelles, le rugby français voit mises à l'épreuve les «valeurs» qu'il revendique. Quelques heures plus tôt, c'est l'arrière Melvyn Jaminet qui était écarté du groupe après des propos racistes.

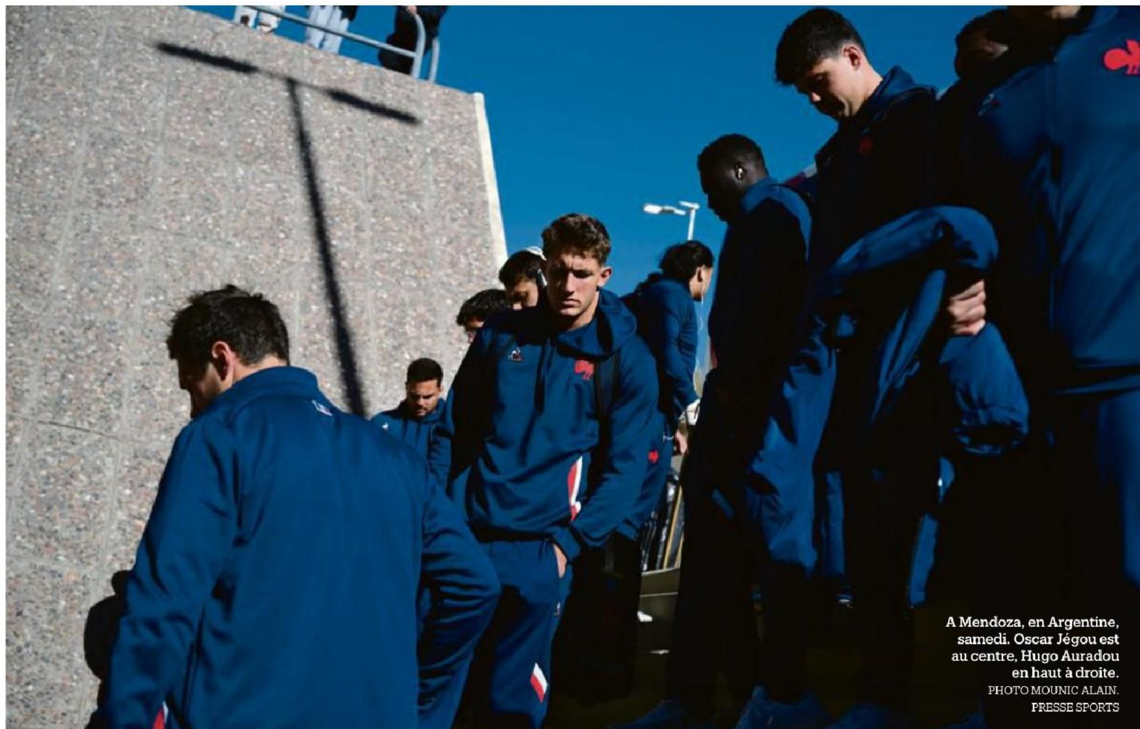
Par
GILLES RENAULT

Aussi lamentable qu'infamante, c'est l'histoire d'une jubilation sur le terrain qui, quelques heures plus tard, vire à un désastre tel qu'il est sans doute encore tôt pour en mesurer toutes les conséquences. Les faits : samedi, en tournée dans l'hémisphère Sud, le XV de France bat l'Argentine, à Mendoza, 28-13. Une victoire surprise, à verser au crédit d'un groupe inexpérimenté qui a donc su dominer un adversaire autrement aguerri qui, à domicile, n'a pourtant pas pesé bien lourd. Tout à leur joie légitime, les Bleus décrochent donc un bon de sortie en ville, pour célébrer l'événement… Et basculer des pages sports à la rubrique justice.

Première apparition

Dans un premier temps, l'arrière toulonnais, Melvyn Jaminet, se filme tout seul comme un grand sur son smartphone, marchant dans la nuit argentine, agressif et possiblement éméché, en train de proférer des menaces racistes. *«Ma daronne* [ma mère, ndlr] *qui me demande si j'ai fait la fête. Je te jure le premier Arabe que je croise sur la route je lui mets un coup de casque.»* Des insanités que Jaminet prend même le soin de répéter. D'où exclusion du groupe et retour anticipé au pays, son club, le RC Toulon, précisant vite se désolidariser du joueur – qui s'est depuis excusé – et ouvrir une *«enquête»* qui devrait aboutir à une exclusion.

Mais dans la nuit de lundi à mardi, on apprend l'arrestation par la police de Buenos Aires de deux autres tricolores, Hugo Auradou et Oscar Jégou, accusés de violences sexuelles par une jeune femme ayant porté plainte à Mendoza. Révélés par le site d'information argentin *MDZ*, les faits semblent extrême-



A Mendoza, en Argentine, samedi. Oscar Jégou est au centre, Hugo Auradou en haut à droite. PHOTO MOUNIC ALAIN. PRESSE SPORTS

ment graves. Il est question d'une rencontre en boîte de nuit prolongée à l'hôtel Diplomatic: *«Nous avons reçu la plainte vers 18 heures-19 heures,* précisait la procureure, Daniela Chaler. *La déclaration de la plaignante a été longue, avec de nombreux détails sur le déroulement de la soirée* [y figureraient selon *MDZ* les précisions *"ahorcada y golpeada"*, signifiant «pendue et frappée»]. *Immédiatement, elle a été examinée par un médecin légiste qui a constaté des blessures. Ce sont les éléments sur la base desquels il a été décidé d'ouvrir une enquête pour le délit d'abus sexuel aggravé et d'ordonner la détention.»* La traduction *«abus sexuel aggravé»* correspond à la formule *«acceso carnal»*, qui correspond dans le droit argentin au mot *«viol»*, présentant sans doute un caractère *«aggravé»* du fait qu'il ait été commis en réunion avec usage de la violence. Toujours selon *MDZ*, les examens pratiqués sur la victime auraient en outre fourni *«de nombreuses preuves génétiques»* du délit. *«Si les résultats [de l'enquête] concordent avec le témoignage de la victime, l'acte d'accusation sera délivré»*, a déclaré lundi Martin Ahumada, porte-parole du parquet de Mendoza. Mardi soir, RMC Sport rapportait qu'Oscar Jégou, qui a pu brièvement contacter ses proches, niait toute violence. Lui et Auradou reconnaissent bien avoir chacun eu un rapport sexuel avec la plaignante, mais assurent qu'il était consenti, précise la chaîne sportive.

A l'inverse de Melvyn Jaminet, Hugo Auradou et Oscar Jégou sont des néophytes *(lire ci-dessous)*. Sacrés ensemble champions du monde des moins de 20 ans en 2023 en Afrique du Sud, ils «fêtaient» leur première apparition sous le maillot tricolore. Fils de l'ancien international parisien David Auradou, le premier, âgé de 20 ans, évolue au poste de deuxième ligne à la Section paloise et Fabien Galthié, le sélectionneur des Bleus, l'avait d'emblée promu «capitaine de touche». Quant à Oscar Jégou, le troisième ligne de La Rochelle, il avait été testé positif à la cocaïne en août 2023, à 21 ans.

«Catastrophique»

Le président de la Fédération française de rugby, Florian Grill, parti en catastrophe de Paris direction l'Argentine, ne cachait pas son abattement devant les quelques journalistes français dépêchés en Amérique du Sud pour suivre les Bleus: *«Si les faits sont avérés, ils sont incroyablement graves. Il faut déjà avoir une pensée pour la jeune femme. Si, une fois encore, c'est avéré, c'est à l'inverse de tout ce que le rugby fait, construit et est, de ce que font les 2000 clubs amateurs qui font vivre ce sport au quotidien […] Mais oui, c'est catastrophique pour ce que le rugby incarne et ce qu'il est censé incarner.»*

Les Bleus étaient en Argentine pour y disputer deux matchs dans le cadre d'une tournée de l'hémisphère Sud. Le second test argentin est prévu samedi à Buenos Aires. Mardi, Florian Grill affirmait à l'AFP qu'il restait dans la capitale argentine pour *«gérer»* l'affaire, précisant que *«pour le moment, la poursuite de la tournée»* n'était pas remise en cause. *«En dehors du terrain, on se connaît tous des équipes de France jeunes […] Tout le monde est heureux d'être là donc ça ne peut que marcher»*, se réjouissait l'arrière du Stade français Léo Barré au soir de la victoire initiale. Sans imaginer que la liesse s'apprêtait à engendrer ce mélange d'opprobre, d'atterrement et de colère que le rugby international français va désormais devoir affronter.

QUI SONT LES JOUEURS MIS EN CAUSE?

HUGO AURADOU

Fils du deuxième ligne David Auradou, qui a porté à 41 reprises le maillot de l'équipe de France entre 1999 et 2004, aux côtés de Fabien Galthié, actuel entraîneur des Bleus, Hugo Auradou a été sacré champion du monde des moins de 20 ans l'an dernier. Dans un sport à maturation plutôt lente, surtout pour les avants, il a disputé son premier match en Top 14 en 2022, à l'âge de 18 ans seulement. Depuis, l'ascension était rectiligne, jusqu'à participer à presque tous les matchs de la Section paloise cette saison et d'être promu capitaine de la touche, une performance à son âge, alors qu'il était en concurrence avec Sam Whitelock, ancien champion du monde néo-zélandais. Auparavant capitaine des espoirs de Pau, où évoluait également son frère Paul, il était sur le radar des entraîneurs nationaux depuis un bail.

Autant dire que s'ouvrait devant lui un avenir de joueur majeur du XV de France. Le contrat de Hugo Auradou avec son club de Pau court jusqu'en 2028. Mais sa saison a été écourtée par une blessure à la cheville, qui a un temps hypothéqué sa participation à la tournée en Argentine. Son premier match en bleu a été salué par les spécialistes, dont Fabien Galthié. L'occasion pour le journal *l'Equipe* d'interroger son père dimanche, qui dressait ainsi le portrait de son fils: *«Les planètes sont alignées pour lui aujourd'hui. C'est normal qu'il soit sur un nuage mais il est d'un naturel modeste. Il ne se mettra jamais en avant. Il sait qu'il ne faut pas le faire car ça n'aboutit à rien de toute façon. On se ressemble là-dessus, on est du même moule.»*

OSCAR JÉGOU

Enfant de La Rochelle où il est né, le troisième ligne du Stade rochelais, lui aussi champion du monde des moins de 20 ans, a également éclaté cette saison avec son club, marquant notamment un essai en match de barrage du Top 14 contre le RC Toulon. Oscar Jégou, comme David Auradou, a montré des qualités de leader dans sa jeune carrière en tant que capitaine des équipes rochelaises des moins de 18 et moins de 21 ans.

Toutefois, il n'en est pas à sa première incartade dans le domaine extra-sportif. En août dernier, il avait été contrôlé positif à la cocaïne. Sa suspension initiale de trois mois avait été réduite à un mois (il avait été mis à l'écart par son club avant le prononcé de la sanction) après avoir convaincu les autorités antidopage qu'il avait consommé de la drogue à titre récréatif. Le jeune rugbyman s'était aussi engagé à consulter un programme médical et avait participé à un programme de sensibilisation aux dangers des stupéfiants mis en place par la Fédération française.

Libé

LE 13 JUILLET GRILLE GÉANTE

868 CASES 236 DÉFINITIONS

MOTS CROISÉS JEU CONCOURS



LIBÉ.FR **L'armée israélienne poursuit son offensive sur la ville de Gaza, des dizaines de milliers de Palestiniens évacuent** L'ONU et l'OMS ont dénoncé mardi les ordres d'évacuation vers la ville de Deir el-Balah, déjà surpeuplée. Le Hamas affirme que l'opération israélienne pourrait bloquer les négociations sur un cessez-le-feu qui se poursuivent en Egypte et au Qatar. PHOTO AP

A Washington, un 75e anniversaire critique pour **l'Otan**

L'organisation se réunit en sommet ce mercredi dans un contexte délicat, avec des dirigeants clés affaiblis à Washington et Paris. La question de l'Ukraine reste fondamentale.

Par **LAURENCE DEFRANOUX**

L'HISTOIRE DU JOUR

Trois quarts de siècle, et un nombre record de 32 pays. Le 75e sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (Otan) s'ouvre ce mercredi à Washington dans un contexte incandescent. En 1949, douze pays s'étaient alliés pour construire une défense collective de l'Europe. Après dix élargissements, et l'entrée, en mars, de la Suède, l'Otan est plus européenne que jamais. Trente pays sont situés sur le continent européen (Turquie comprise), dont 23 sont membres de l'UE – les deux restants sont le Canada et les Etats-Unis. Tous sont liés par l'article 5, qui garantit la solidarité militaire: la crédibilité de l'Alliance atlantique repose sur la certitude absolue pour l'agresseur de se retrouver face à 32 pays pesant plus de 60% des dépenses militaires mondiales s'il lui venait à l'idée de pénétrer sur le territoire de l'Alliance.

Joe Biden affaibli

Dans cette organisation, pas de place pour l'improvisation lors des grands-messes annuelles – les discussions ont déjà eu lieu, et le communiqué final est même déjà écrit. Le fait que l'hôte de ce 75e sommet, Joe Biden, le président des Etats-Unis, montre des signes de faiblesse physique inquiétants est toutefois dans toutes les têtes. Pour Guillaume Lasconjarias, historien et professeur associé à Sorbonne-Université, *«au niveau symbolique, le fait que la première puissance […] est représentée par un vieillard fragile va néanmoins accentuer l'interrogation sur la capacité des Américains à maintenir leur posture de leader naturel de l'Alliance».*

Le vrai sujet, c'est l'incertitude sur la façon dont la future administration américaine se positionnera sur la politique étrangère après l'élection présidentielle du 5 novembre – Donald Trump n'a jamais caché son peu de goût pour l'organisation. *«Dès la campagne, la question de l'Otan pourrait être instrumentalisée par les républicains, sur le thème "les Etats-Unis paient pour le reste du monde", même si ce n'est plus vrai,* reprend Lasconjarias. *Les Etats-Unis pourraient aussi décider de séparer les tâches, de se concentrer sur la Chine et l'Indo-Pacifique et laisser l'Otan s'occuper de la Russie et de l'Europe.»* Alors que la Russie et la Corée du Nord viennent de signer un accord d'assistance mutuelle en cas d'agression, la présence réitérée des représentants du Japon, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de la Corée du Sud confirme que, sous la pression des Etats-Unis, l'Otan s'interroge sur l'impact de l'émergence de la Chine sur la sécurité de ses pays membres.

Emmanuel Macron en mauvaise posture

Trois jours après le second tour des législatives, la France, un des piliers de l'Alliance, n'arrive pas en position de force. *«C'est un président français affaibli qui se rend à Washington. Le fait qu'Emmanuel Macron ait pris la décision de jouer ainsi son va-tout a profondément déstabilisé les alliés à qui j'ai pu parler»*, témoigne un général français. Le futur gouvernement et le président français devront notamment se mettre d'accord sur des choix budgétaires douloureux entre le réarmement et la nécessité de réduire la dette. Pour les ministres de la Défense et des Affaires étrangères, les sommets de l'Otan sont une occasion précieuse de mener des réunions bilatérales fructueuses. Cette fois-ci, les interlocuteurs étrangers ne devraient pas se bousculer pour prendre langue avec des ministres français en sursis – au contraire des Britanniques qui pourront tirer la couverture à eux avec un gouvernement tout neuf dirigé par le travailliste Keir Starmer.

Pas d'adhésion de l'Ukraine en vue

La question de l'Ukraine, alors que le président Volodymyr Zelensky est arrivé mardi soir en invité à Washington, sera une nouvelle fois au centre des débats de l'Otan: bien que le principe de l'adhésion de Kyiv ait été acté au sommet de Bucarest en 2008, l'Ukraine réclame toujours une invitation formelle. En vain. *«L'idée est de montrer que la trajectoire de l'Ukraine vers l'Alliance, d'une certaine manière, est irréversible,* confirme l'Elysée, qui dit la France très impliquée dans les négociations. *On va aller plus loin que ce qui avait été décidé à Vilnius. A la fin, ce sera une décision des alliés d'inviter l'Ukraine à rejoindre l'Otan. Mais cette décision se heurtera à la vive opposition de l'Allemagne et des Etats-Unis.»* Néanmoins, l'Otan fait un pas en avant en acceptant de jouer, enfin, un rôle majeur dans la coordination du soutien militaire à l'Ukraine – envoi de matériel, formation, financements – ce que les Etats-Unis refusaient jusque-là. L'Otan va donc s'engager à fournir collectivement à Kyiv 40 milliards de dollars d'aide militaire en 2024.

Les adieux de Jens Stoltenberg

Le Norvégien aura traversé les dix années les plus compliquées pour l'Alliance depuis sa création. Washington sera le dernier sommet de Jens Stoltenberg, le secrétaire général arrivé en 2014, année de l'annexion de la Crimée par la Russie. Il a réussi à rajeunir une organisation vieillissante, où chaque décision doit être prise à l'unanimité. Il laisse une Alliance renforcée avec l'adhésion de la Finlande et de la Suède et par un important soutien financier et militaire collectif à l'Ukraine, ainsi que par la multiplication des exercices et opérations interalliées. Son successeur, le Premier ministre néerlandais, Mark Rutte, prendra ses fonctions le 1er octobre. D'ici là, Stoltenberg aura certainement à cœur de prouver la solidité et la cohésion de l'organisation – quitte à glisser sous le tapis les déplacements du Premier ministre hongrois Viktor Orbán en Russie et en Chine ces derniers jours, histoire de ne pas gâcher la photo de famille.



Au centre de presse du sommet, mardi à Washington. PHOTO A. HARNIK. GETTY. AFP

> «L'idée est de montrer que la trajectoire de l'Ukraine vers l'Alliance, d'une certaine manière, est irréversible.»
> **Une source à l'Elysée** en vue du rapprochement de Kyiv et de l'Otan



LIBÉ.FR **Retrouvez sur *Libération.fr* le compte rendu du match France-Espagne** Mardi soir, l'Equipe de France, en difficulté en attaque depuis le début de l'Euro, jouait une demi-finale de feu face à la Roja à l'Allianz Arena de Munich. Notre envoyé spécial, Grégory Schneider, raconte le match. PHOTO AFP

Devant l'Arcom, les dirigeants de C8 tentent de défendre «TPMP»

Le principal intéressé était absent, *«en vacances»* d'après le directeur général de Canal+. *«Je l'ai eu au téléphone hier* [lundi, ndlr], *il va bien*, a rassuré Gérald-Brice Viret. *Tout le monde n'a pas eu son nom scandé par une foule…»* Mardi, deux jours après que la place de la République, célébrant les résultats du Nouveau Front populaire, l'a invité à se *«casser»*, Cyril Hanouna, donc, était absent face au collège de l'Arcom. Alors qu'il y aurait eu toute sa place, faisant officieusement partie de la direction des programmes de C8. Le régulateur de l'audiovisuel recevait les dirigeants de Canal+ dans le cadre de la demande de renouvellement de leur fréquence TNT. Et comme quinze autres canaux, C8 voit son autorisation d'émettre se terminer en 2025.

C8, une chaîne *«unique»*, comme l'a noté le membre du conseil Benoît Loutrel. *«Merci»*, s'est empressé de répondre Gérald-Brice Viret, y voyant là un compliment. Pas si vite: si C8 est unique, c'est bien à cause du nombre de sanctions de l'Arcom à son encontre, avec des amendes atteignant un montant total de 7,1 millions d'euros sur ces huit dernières années, de quoi en faire la deuxième chaîne la plus sanctionnée de cette période. Un programme concentre tous les manquements: *Touche pas à mon poste*. Et le collège d'égrener le chapelet des rappels à l'ordre, rien que cette année, contre l'émission: non-respect de la vie privée, de l'honneur, de la protection des mineurs, du droit à l'image…

Alors les dirigeants de Canal+ sont arrivés mardi avec une parade: la mise en place, à la rentrée prochaine, d'un léger différé dans la diffusion de *TPMP «entre quinze et quarante-cinq minutes»*, dixit le directeur général de C8, Franck Appietto. L'idée: s'offrir le temps d'enlever les séquences potentiellement sanctionnables avant la diffusion de l'émission à l'antenne. Aux yeux du collège de l'Arcom, la manœuvre avait surtout des allures de carte joker sortie opportunément de la manche.

Alors que les auditions du 17e étage de la tour Mirabeau, l'immeuble du XVe arrondissement de Paris où siège l'Arcom, sont d'ordinaire feutrées, les échanges se sont tendus comme rarement. Les dirigeants de Canal+ ont repris leurs arguments déjà éprouvés pendant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale au printemps, notamment celui de relativiser les manquements de *TPMP* par rapport au temps d'antenne total de direct sur C8. Cela donne un ratio de *«0,6%»* de temps d'antenne qui poserait problème. *«C'est 0,6% de trop!»* a immédiatement rétorqué le président de l'Arcom, Roch-Olivier Maistre.

Dans les débats, la question de l'orientation politique de *Touche pas à mon poste* n'a pu qu'être survolée: l'émission a pourtant activement milité pour l'union des partis de droite et d'extrême droite durant la campagne des législatives, tout en affichant une hostilité systématique à La France insoumise en particulier, et au Nouveau Front populaire en général. Tout juste les dirigeants de C8 ont-ils été interrogés sur la nouvelle obligation élargie de pluralisme sur les antennes télé et radio, qui découle de la décision du Conseil d'Etat en février. Tout en s'engageant à *«renforcer le pluralisme»*, les dirigeants ont indiqué attendre, surtout, de connaître le résultat des délibérations de l'Arcom sur le mode d'application de cette obligation. Celui-ci devrait être connu avant la fin du mois de juillet.

La chaîne C8 peut-elle perdre sa fréquence TNT? Comme l'ont rappelé les sages de l'Arcom, ces fréquences sont un bien public dont découlent des exigences, une responsabilité vis-à-vis de l'intérêt général, même pour des chaînes privées. A ce jeu-là, C8, à cause d'Hanouna et de *TPMP* en priorité, a accumulé une trentaine de rappels à l'ordre en huit ans pour manquements à ses obligations, des mises en demeure ou des amendes importantes. A cela s'ajoute un modèle économique qui a longtemps fonctionné en pure perte, perpétuellement renfloué par un actionnaire dont l'ingérence dans ses médias est largement documentée. Si même le pire cancre du PAF voit sa fréquence renouvelée, quelle chaîne pourrait vraiment la perdre? Après cette audition où les dirigeants de C8 se sont montrés peu convaincants, ce sera à l'Arcom de trancher. Réponse à la fin de l'été.

ADRIEN FRANQUE

A lire en intégralité sur Libé.fr



Béryl frappe les Etats-Unis

Plusieurs Etats américains étaient en alerte aux inondations mardi, avant le passage de Béryl, qui a déjà fait cinq morts dans le sud du pays. La tempête tropicale pourrait provoquer ce mercredi des inondations soudaines *«de la vallée inférieure et moyenne du Mississippi jusqu'aux Grands Lacs»* dans le nord, alors qu'elle balaye une grande partie du pays, dont le Texas *(photo)*, a mis en garde le Centre américain des ouragans. Des tornades étaient également attendues mardi dans certaines régions du sud, a prévenu l'organisme. *(avec AFP)*

PHOTO BECERRIL.REUTERS

Justice Carla Bruni-Sarkozy mise en examen dans l'affaire Takieddine



AFP

C'est un nouveau rebondissement dans l'affaire des financements libyens. Après la rétractation de Ziad Takieddine en faveur de Nicolas Sarkozy, Carla Bruni-Sarkozy a été mise en examen, mardi, et placée sous contrôle judiciaire. A l'issue de son interrogatoire devant un juge d'instruction, la chanteuse, mannequin et épouse de Nicolas Sarkozy a été mise en examen *«pour recel de subornation de témoin et participation à une association de malfaiteurs en vue de commettre l'infraction d'escroquerie au jugement en bande organisée»*. Elle a été *«placée sous contrôle judiciaire avec l'interdiction d'entrer en contact avec l'ensemble des protagonistes de cette procédure, à l'exception de M. Nicolas Sarkozy»*, précise une source judiciaire.

Le 2 mai, Carla Bruni avait déjà été entendue pendant trois heures dans le cadre de l'enquête sur la rétractation en 2020 du sulfureux intermédiaire, qui accusait l'ancien président d'avoir financé sa campagne présidentielle 2007 avec des fonds libyens. *(avec AFP)*

C'est un peu mieux, mais l'inquiétude est tenace. En 2024, 3185 postes d'enseignants n'ont pas été pourvus dans l'enseignement public et privé, d'après le ministère de l'Education nationale. Pour les collèges et lycées publics, 88,3% des postes ont trouvé preneurs, contre 86,3% en 2023 et 83,3% en 2022. Certaines disciplines ont fait le plein, comme l'histoire-géographie, la philosophie, les SVT, les arts plastiques ou les sciences économiques et sociales, et d'autres, traditionnellement déficitaires, ont fait mieux qu'en 2023, comme les lettres classiques (63,3% de postes pourvus contre 30,6% l'année précédente) ou l'allemand (45,5% contre 42%, ce qui reste très bas). La situation de la voie technologique est particulièrement tendue, avec

«La pénurie [de profs] est une tendance générale. Même s'il y a une petite amélioration, le faible nombre d'inscrits au concours et le nombre de postes non pourvus restent inquiétants.»



DR

CLAIRE PIOLTI-LAMORTHE
Présidente de l'Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public

77% de places occupées contre 86% l'an dernier. Claire Piolti-Lamorthe, professeure de mathématiques dans un collège lyonnais et à l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation (Inspé, qui forme profs et CPE), aussi présidente de l'Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public, estime que *«la rapidité et la récurrence des réformes posent problème»*: *«Ont-elles réellement le temps d'être évaluées? Elles peuvent aussi effrayer certains étudiants. Nous avons observé une forte baisse du nombre d'inscrits en 2022, année du déplacement du concours du master 1 au master 2.»* L'enseignante reconnaît *«un effort salarial sur l'entrée de carrière, avec une rémunération supérieure à 2000 euros net par mois»* mais *«au prix d'une stagnation du salaire sur de nombreuses années»*. Dans un contexte où les conditions de travail restent pénibles: *«Une fois en poste, nous sommes aussi bousculés par des temps partagés entre plusieurs établissements, des emplois du temps très contraints, des conditions d'exercice pas forcément choisies… Nous devons choisir ce métier en connaissance de cause.»*

PÉNÉLOPE GUALCHIEROTTI

Lire l'interview sur Libé.fr

Emploi

annonces@teamedia.fr / 01 87 39 82 95 / 01 87 39 82 89

Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr / 01 87 39 82 95 / 01 87 39 82 89

Immobilier

immo-libe@teamedia.fr
01 87 39 80 20

À LA TÉLÉ CE SOIR

TF1
21h10. Joséphine s'arrondit. Comédie. Avec Marilou Berry, Mehdi Nebbou. **23h00. New York, unité spéciale.** Série. Trop jeune pour toi. La manipulatrice. Le masque tombe.

FRANCE 2
21h10. Un si grand soleil. Série. 7 épisodes. Avec Mélanie Maudran. **23h30. Justice en France.** Documentaire. Assises de Caen.

FRANCE 3
21h10. Mika Philharmonique. Concert. Aux Chorégies d'Orange 2024. **22h50. L'heure D.** Documentaire. Joseph à la folie.

CANAL+
21h00. Paul Mirabel – Zèbre. Spectacle. **22h25. Such brave girls.** Série. Épisodes 3 & 4.

ARTE
20h55. Moi, Tonya. Drame. Avec Margot Robbie, Sebastian Stan. **22h55. Katarina Witt.** Documentaire. Doubles axels et rebondissements.

M6
20h50. Football : Pays-Bas / Angleterre. Sport. 2e demi-finale UEFA Euro 2024. **23h00. 100% Euro.** Magazine. **00h10. Zone Interdite.**

FRANCE 4
21h00. Fête de la musique à Reims. Divertissement. Présenté par Laury Thilleman, Garou. **00h35. Ycare, le live.** Concert.

FRANCE 5
21h00. Les routes de l'impossible. Documentaire. 2 épisodes. **22h40. C dans l'air.** Magazine.

PARIS PREMIÈRE
21h00. Capitaine Marleau. Série. Entre vents et marées (1/2). Avec Corinne Masiero. **23h10. Capitaine Marleau.**

TMC
21h25. Anne Roumanoff, Tout va presque bien – Bobino 2022. Spectacle. **23h35. Jarry au Dôme de Paris.** Spectacle.

W9
21h10. Les 20 chansons préférées des Français. Documentaire. **23h10. Les 20 tubes des années 90 préférés des Français.**

NRJ12
21h10. Le transporteur. Série. Double je. Frères d'armes. **23h00. Le transporteur.** Série.

C8
21h15. Le grand bazar. Comédie. Avec Gérard Rinaldi, Jean Sarrus. **22h50. Le jour de gloire.** Film.

TFX
21h05. Baby Boom. Documentaire. Evelyne. **22h45. Baby Boom.** Documentaire.

CSTAR
21h10. Le passager de l'été. Drame. Avec Catherine Frot, Laura Smet. **23h05. Brillantissime.** Film.

TF1 SÉRIES FILMS
21h00. Section de recherches. Série. Escalade. Diva. **23h05. Section de recherches.** Série.

6TER
21h10. Qui c'est les plus forts ?. Comédie. Avec Alice Pol, Audrey Lamy. **23h10. Kaamelott.** Série.

CHÉRIE 25
21h05. Castle. Série. Pandore - Partie 2. Il était une fois un crime. **22h45. Castle.** Série.

RMC STORY
21h10. Apocalypse : les 10 scénarios de la fin du monde. Documentaire. Guerre nucléaire. **22h20. Apocalypse : les 10 scénarios de la fin du monde.**

LCP
20h30. Débatdoc. Documentaire. Salman Rushdie, la mort aux trousses. Présenté par Jean-Pierre Gratien. **21h30. Débatdoc - Le débat. 22h00. Sens Public.**

MERCREDI 10

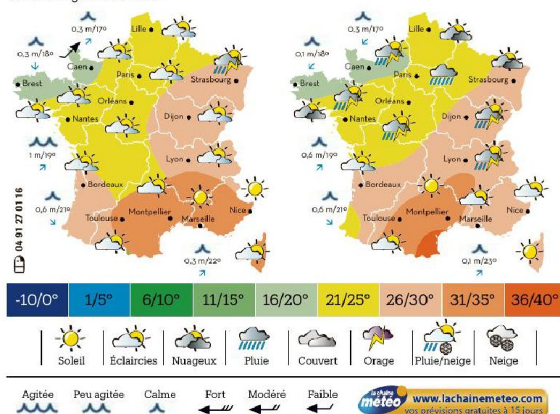
Des averses orageuses circulent de l'Auvergne-Rhône-Alpes à l'Alsace. Dans le Nord-Ouest jusque sur le Bassin parisien, le temps redevient calme.

L'APRÈS-MIDI Les averses orageuses s'éloignent vers l'Europe Centrale et le temps redevient sec dans l'Est avec une alternance d'éclaircies et de passages nuageux comme sur une large moitié Nord.

JEUDI 11

C'est un temps instable qui s'impose sur les 2/3 du pays avec quelques averses. Des Pyrénées au sud des Alpes à la Méditerranée, il continue à faire beau.

EN SOIRÉE Le temps reste instable dans l'Est avec des averses orageuses. Il est plus calme dans l'Ouest.



FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	17	23	Lyon	20	27	Alger	21	29
Caen	15	22	Bordeaux	17	26	Berlin	21	28
Brest	15	19	Toulouse	18	30	Bruxelles	18	24
Nantes	16	23	Montpellier	18	32	Jérusalem	25	35
Paris	18	26	Marseille	21	31	Londres	14	22
Strasbourg	20	25	Nice	21	29	Madrid	20	34
Dijon	17	26	Ajaccio	19	31	New York	24	31

Libération
www.liberation.fr
113, avenue de Choisy, 75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@liberation.fr

Edité par la SARL Libération
SARL au capital de 23 243 662 €
113, avenue de Choisy, 75013 Paris
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants
Dov Alfon, Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication
Dov Alfon

Directeur de la rédaction
Dov Alfon

Directeur délégué de la rédaction
Paul Quinio

Directrices adjointes de la rédaction
Stéphanie Aubert, Lauren Provost, Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Becquembois (spéciaux), Frédéric Béziaud (préPresse), Laure Bretton (JO), Gilles Dhers (pilotes web), Christian Losson (enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemagna (France), Anne-Laure Barret (environnement), Lionel Charrier (photo), Cécile Daumas (L), Sonia Delesalle-Stolper (monde), Fabrice Drouzy (suppléments), Yoann Duval (forums), Matthieu Ecoiffier (idées), Quentin Girard (modes de vie), Cédric Mathiot (checknews), Camélia Paugam (actu), Didier Péron (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.liberation.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 1 an France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
Libé plus
113, avenue de Choisy, 75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES & CARNET
10, bd de Grenelle 75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues), POP (La Courneuve), Nancy Print (Jarville), CILA (Héric)
Imprimé en France

ACPM
LE TRI + FACILE

Membre de l'ACPM.
CPPAP : 1125 C 80064.
ISSN 0335-1793.
Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées : 100 % Papier détenteur de l'Eco-label européen N° FI/37/01

Indicateur d'eutrophisation : PTot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents. Pour joindre un journaliste par mail : initiale du prénom.nom@liberation.fr

SUDOKU 5328 MOYEN

	6		9	3		5		
		9		7	5			3
3	5		1	6				
	7	8				3		2
2	1	5				4	8	6
4		3					5	
5			8	4	7			1
7			5	2				
		4		1	6		2	

SUDOKU 5328 DIFFICILE

9	7		8				1	
			6		2			9
6		1				8		
					8	4	9	
		8	7		6	2		
	9	3	1	2				
		7		6		9		
5			2		9			
	4				1		7	6



Solutions des grilles précédentes

MOYEN

4	8	9	5	1	7	6	2	3
1	2	5	9	6	3	4	7	8
6	7	3	8	2	4	9	5	1
9	4	1	2	8	5	7	3	6
7	6	2	1	3	9	5	8	4
5	3	8	7	4	6	1	9	2
3	9	4	6	5	8	2	1	7
8	1	7	4	9	2	3	6	5
2	5	6	3	7	1	8	4	9

9	4	6	5	7	8	1	2	3
3	2	8	4	6	1	5	9	7
1	7	5	2	3	9	4	8	6
4	6	7	8	9	5	2	3	1
2	3	1	6	4	7	8	5	9
8	5	9	3	1	2	6	7	4
5	9	3	1	8	4	7	6	2
6	8	4	7	2	3	9	1	5
7	1	2	9	5	6	3	4	8

DIFFICILE

«94 % des électeurs du RN ont le sentiment qu'il y a trop d'immigrés»

Nonna Mayer, spécialiste de l'extrême droite, décortique pour «Libération» les évolutions sociologiques du vote pour le Rassemblement national.

Recueilli par
ADRIEN NASELLI

Au second tour des législatives, plus de 10 millions d'électeurs ont voté pour le bloc d'extrême droite et plus de 7 millions pour la gauche unie. Nonna Mayer, spécialiste de sociologie électorale, décrit un succès historique sans précédent pour le RN, mais qui doit être tempéré sur plusieurs points. La directrice de recherches émérite au CNRS, qui a notamment codirigé *les Faux-Semblants du Front national: sociologie d'un parti politique* (Presses de Sciences-Po, 2015), prévient: «*Face à un parti comme le RN, surtout pas d'indignation morale. Nous, notre force, c'est de mobiliser les faits.*»

Malgré son pari perdu en nombre de sièges à l'Assemblée nationale, pourquoi ces élections demeurent-elles un succès pour le Rassemblement national ?

C'est le meilleur score jamais atteint par le RN au second tour d'élections législatives: plus de 37% des suffrages exprimés si l'on compte ses alliés de droite. Malgré des taux de participation très élevés, il a continué sa progression après les européennes (+7 points). Le faible nombre de sièges obtenu est lié à la logique du scrutin législatif, à la diversité des circonscriptions, et au front républicain. L'initiative d'Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée nationale lui a servi de marchepied. Le succès du RN n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel bleu. Depuis que Marine Le Pen a repris le parti en 2011 et commencé sa stratégie de normalisation, elle a relancé sa dynamique électorale, donnant au parti, quelle que soit l'élection, des scores plus élevés que du temps de son père, atteignant le niveau record de 41,4% au second tour de la présidentielle de 2022.


DR
INTERVIEW

Pourquoi dites-vous alors qu'il faut nuancer son succès ?

Il ne faut pas surestimer l'emprise du RN et de ses idées. Si on recalcule ses résultats par rapport aux inscrits, seul il recueille 29,2% des suffrages au premier tour des législatives. C'est beaucoup, mais ça ne représente que 19 % des électeurs inscrits pouvant voter. Sans compter ceux qui ne votent pas parce qu'ils ne sont pas français ou parce que, français, ils ne sont pas inscrits. On note un décalage croissant entre la société dans son ensemble et l'électorat mobilisé, qui est à la fois plus âgé, plus aisé, moins issu de la diversité, et finalement nettement plus à droite. Si on veut revitaliser la démocratie, il faudrait combler cet écart, par exemple donner le droit de vote aux étrangers au moins pour les élections locales – la majorité des Français est d'accord –, faciliter les démarches pour l'inscription sur les listes électorales, ou encore reconnecter les partis et la société civile. Par ailleurs, le RN semble être arrivé au bout de ses marges de progression actuelles. Les révélations autour de certains de ses candidats, leurs propos racistes, antisémites, homophobes ont altéré son image, faisant craindre qu'il reste un danger pour la démocratie, et qu'il n'est pas prêt à gouverner.

Le front républicain est-il de nature à conforter les électeurs RN dans leur vote ?

Il les a frustrés de leur victoire. Cela ne peut que les encourager à se mobiliser pour la prochaine échéance.

Le RN a-t-il progressé dans toutes les catégories de la population ?

Oui. Ces élections européennes et législatives de 2024 ouvrent une nouvelle séquence électorale, hissant le parti à un niveau jamais atteint et élargissant encore son audience

Lors d'un meeting de Jordan Bardella à Paris, le 2 juin. PHOTO STÉPHANE LAGOUTTE. MYOP

IDÉES/

dans toutes les catégories de la population. Si l'on en croit les sondages d'Ipsos, le RN renforce sa base populaire, atteignant au premier tour des élections législatives un niveau record de 57 % chez les ouvriers, de 49 % chez les non-titulaires du bac et de 44 % chez les employés. Il perce au sein des catégories aisées, doublant ses scores de 2022 chez les cadres supérieurs et les professions intermédiaires. Et il gagne des électeurs âgés et retraités jusqu'ici plus réticents à son égard, seuls les plus de 70 ans continuant à lui accorder moins de suffrages que le reste de l'électorat.

Qu'est-ce qui explique cet élargissement ?

Comme toutes les droites populistes qui se développent en Europe, le RN attire en priorité les électeurs qui se voient comme les laissés-pour-compte de la mondialisation et du progrès. Selon le même sondage Ipsos, il dépasse les 50 % chez ceux qui ont le sentiment que leur situation économique se dégrade, qui ne sont pas satisfaits de leur vie, qui ont le sentiment de ne pas recevoir le respect qu'ils méritent. Mais cela va aussi toujours de pair avec un ressentiment anti-immigrés, perçus comme plus avantagés qu'eux.

Le fonds de commerce du RN n'a donc pas changé ?

Pas du tout. Dans le baromètre racisme de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), les électeurs et les sympathisants du RN ne changent pas : 94 % d'entre eux ont le sentiment qu'il y a trop d'immigrés en France (contre 55 % en moyenne), 93 % qu'ils viennent avant tout pour profiter des aides sociales (contre 60 %), 91 % disent ne plus se sentir chez eux en France comme avant (contre 51 %) et 83 % que l'immigration est la principale cause d'insécurité (contre 43 %). Tous les problèmes de la société sont vus à travers ce prisme.

Quelles ont été les grandes étapes de la «normalisation» du parti ?

Louis Aliot l'a dit très clairement dans le livre de Valérie Igounet, *le Front national de 1972 à nos jours : le parti, les hommes, les idées* (Seuil, 2013) : leur stratégie de dédiabolisation a porté d'abord sur l'accusation d'antisémitisme. Ils ont inversé l'argumentaire, se présentant comme un rempart pour toutes les victimes potentielles de l'islamisme radical, à commencer par les Juifs. Marine Le Pen, dès 2010, disait qu'il y avait des quartiers *«où il ne faisait pas bon aujourd'hui d'être homosexuel, d'être une femme, ou même simplement d'être Français ou blanc»*.

Les événements du 7 Octobre, et les déclarations ambiguës de Jean-Luc Mélenchon, l'ont confortée dans sa posture de protectrice des Juifs de France, en allant manifester le 12 novembre par exemple, alors que ce dernier n'y allait pas. De toute façon, Marine Le Pen s'est démarquée très tôt de son père sur ce sujet, avant même qu'elle ne soit à la tête du parti. Quand il avait dit que l'occupation nazie n'était *«pas si inhumaine»*, elle avait boudé le bureau politique pendant des semaines. Quand elle a fini par exclure Jean-Marie Le Pen, c'est après qu'il est revenu dans *Rivarol* sur les chambres à gaz, *«un point de détail de la Seconde Guerre mondiale»* et qu'il a pris la défense du maréchal Pétain.

La prise de position d'un couple comme les Klarsfeld, qui a passé toute sa vie à traquer les responsables du génocide, estimant que le RN a changé et qu'il soutient les Juifs plus que LFI, l'a aidée également. On fonctionne à front renversé.

«Le RN semble être arrivé au bout de ses marges de progression actuelles. Les révélations autour de certains de ses candidats, leurs propos racistes, antisémites, homophobes ont altéré son image.»

N'y a-t-il donc plus de repères ?

Je dirais, comme le sociologue Philippe Corcuff, qu'on est en plein confusionnisme. Le régime de Vichy a collaboré avec les nazis, il est responsable de la déportation de 75 000 Juifs de France. C'est Vichy qui a édicté les deux statuts des Juifs et le port de l'étoile jaune. Difficile d'oublier les origines du FN, qui comptait alors dans ses rangs d'anciens collabos, des négationnistes, des anciens miliciens. Dans nos enquêtes, c'est à l'extrême droite et chez les sympathisants du RN qu'on trouve aujourd'hui encore le plus fort taux d'adhésion aux stéréotypes antisémites classiques, les plus dangereux : associant les Juifs à l'argent, au pouvoir, au communautarisme, leur reprochant leur «double allégeance». Il y a de l'antisémitisme à gauche, bien sûr, mais nettement moins qu'à l'extrême droite.

Les femmes votent-elles autant que les hommes pour l'extrême droite ?

L'une des forces de Marine Le Pen est d'avoir réussi à conquérir l'électorat féminin, très réticent à l'égard de son père pour ses remarques sexistes, virilistes, et son aura d'extrémisme et de violence. Depuis qu'elle est à la tête du parti, à chaque présidentielle, une fois qu'on a contrôlé par l'âge, le diplôme, la profession, la pratique religieuse, il n'y a plus aucune différence entre le soutien des hommes et des femmes. C'est ce que la sociologue américaine Terri Givens a appelé le *radical right gender gap*. En Europe, il se maintient dans beaucoup de pays, pas en France. Mais quelque chose est peut-être en train de changer dans l'électorat féminin. Aux législatives, les électrices ont moins souvent voté RN que les électeurs (31 % contre 34 %), et plus particulièrement les jeunes femmes de moins de 35 ans (26 % contre 35 % des hommes du même âge), qui lui ont nettement préféré les candidats du Nouveau Front populaire (49,5 % contre 37 %). Si ce gauchissement amorcé à la dernière élection présidentielle se confirme, ce serait un sérieux handicap pour un parti dont la progression électorale a été boostée par la conquête de l'électorat féminin. ◆

SIGNÉ COCO



#MeToo «Jacques Doillon a marqué mon corps»

Alors que le cinéaste a été placé en garde à vue début juillet, avant d'être libéré pour «raison de santé», «Libération» a recueilli le témoignage de Joe Rohanne, qui l'accuse de viols pendant leur relation, puis après leur rupture. Deux autres plaintes ont été déposées.

Par
ANNE DIATKINE
Photo **MARIE ROUGE**

Joe parle vite et formule formidablement ses pensées. Sa clarté devrait nous aider. Joe nous alerte immédiatement: *«Je crains que vous me genriez mal.»* Joe est une personne non binaire et se reconnaît dans le pronom iel. Une transition douce qui rend plus évidente son androgynie, ni tout à fait garçon ni totalement femme ou les deux à la fois, mais en tout cas, rien de fixe, ni d'assigné.

Physiquement, Joe a des faux airs de David Bowie et Tilda Swinton. Joe sourit de cette filiation imaginaire: *«Ça me va.»* Il y a dix-sept ans, iel était, selon ses propres mots, *«une autre personne»* socialisée comme une jolie jeune femme. C'est à cette époque que selon Joe, au moins un viol aurait eu lieu en 2009, puis deux autres, trois ans plus tard, assortis d'un marquage au corps.

Le mis en cause est Jacques Doillon, aujourd'hui âgé de 80 ans. Si les faits sont reconnus par la justice, Joe sera une victime non prescrite du cinéaste. L'acte de porter plainte a été mûrement réfléchi: *«C'est délicat de porter plainte contre le père de son enfant. J'ai longtemps eu peur que ce soit une épreuve trop difficile à vivre pour elle.»* Joe ajoute cependant: *«Quelle que soit l'issue, j'ai eu le sentiment de me réapproprier ma propre histoire en sortant du commissariat.»*

Cette plainte déposée le 5 mars et que *Libération* a consultée rejoint celle de Judith Godrèche en février à la brigade des mineurs. C'est une pièce majeure dans un lourd dossier avec d'ores et déjà quatre plaintes, comme l'a révélé *le Monde* la semaine dernière. La médiatisation a également été longuement réfléchie. En s'exprimant publiquement, Joe pourrait être la cible des amalgames et clichés propagés sur les personnes trans, quand le président de la République lui-même ne s'interdit aucune sortie transphobe. Joe, qui a élevé sa fille majoritairement en solo, ose espérer que sa transidentité ne sera pas instrumentalisée par la défense.

«AMBIANCE DE COMPÉTITION»

C'est une histoire qui commence en coup de vent, comme le cinéma aime en narrer. Une histoire sans temps mort. Un homme, au mitan de la soixantaine, miraculé d'un cancer de la gorge, fond sur une très jeune femme, qui elle aussi a maille à partir avec le trépas, et décide immédiatement de vivre avec elle et même de faire un bébé dès leur premier rapport sexuel – selon ce qu'indique Joe dans sa plainte. La romance cache une réalité beaucoup plus âpre et douloureuse.

Retour il y a quinze ans, à Bruxelles. Joe étudie alors sous son nom de naissance le cinéma à l'Institut des arts visuels. Le 20 février 2009, un dîner est organisé par un collectif de scénaristes belges, qui ont convié Doillon à donner une conférence. Le cinéaste, dont Joe s'apercevra par la suite qu'il *«checke»* systématiquement les jeunes filles où qu'il se déplace, a repéré Joe. Un mail lui arrive le surlendemain à propos de l'extraordinaire hasard qui les réunit, eux, qui ont en partage la mort qui rôde.

Moins de dix jours plus tard, ils partent à New York. Joe commence à travailler pour lui. *«J'ai voulu croire à l'amour qu'il prétendait vouloir me donner et qui survenait dans un moment terriblement difficile de ma vie. Quelqu'un semblait me donner ma chance et décidait pour moi, alors même que j'avais une responsabilité énorme liée à la fin prochaine de ma mère»*, explique Joe, qui dit ne pas avoir eu le temps de dire ouf, tant sa tragédie personnelle consumait alors son énergie.

Le couple s'installe en Normandie, dans la maison de Doillon, au bout de quelques mois. Ce qui isole Joe de son entourage. Aux yeux du monde du cinéma, iel acquiert rapidement une nouvelle identité: celle de «la-jeune-fille-qui-accompagne-Doillon». Joe ajoute: *«Si quelqu'un, durant cette période, m'avait juste demandé "comment ça va?", j'aurais explosé en sanglots.»*

Mais le jeune trophée, qui prend des *«doses de cheval»* de somnifères et sédatifs depuis que sa mère est en soins palliatifs, tient le coup – *Libération* a consulté le rapport médical datant du 25 novembre 2009. C'est donc la nuit, quand Joe est sans conscience, que le premier viol aurait eu lieu. Joe émerge difficilement du sommeil, un liquide poisseux entre ses jambes. Se souvient de son choc et d'avoir confronté Doillon à ses actes: *«Tu ne peux pas me pénétrer à mon insu!»* A l'époque, la notion de viol conjugal est balbutiante, le consentement n'est pas un sujet, et Doillon, nous relate Joe, marmonne sans nier les faits.

Iel éprouve assez vite le sentiment de n'être qu'un *«jouet»*: même au commencement de leur relation, le cinéaste de plus de 40 ans son aîné ne fera preuve que d'attentions rares, recyclées plus tard dans un scénario. Il ne se rendra par exemple pas aux obsèques de sa mère quelques mois après leur rencontre, ni à celles de sa grand-mère.

Joe, qui a grandi à Namur, en Belgique, dit se confronter à un mépris de classe, qui se manifeste par des remarques sur son accent. Le plus envahissant sont les diktats esthétiques: *«Doillon me répétait: "Après 20 ans, une femme perd sa beauté."»* Et un petit quelque chose lui interdisait de lui répondre: *«Et toi?»* Ça s'appelle la mainmise, l'autorité. L'obsession portée à l'apparence met Joe très mal à l'aise, qui a de plus en plus conscience d'être un objet dont on exhibe la jeunesse. *«Il y avait une ambiance de compétition. J'avais d'autant plus le sentiment d'être remplaçable qu'il me trompait éhontément.»*

«ÉTAT DE CHOC»

Doillon fait cependant travailler son poulain sur ses propres films, le charge des plans de travail, des making-of, ou même du recrutement des acteurs: *«Il avait été question que j'interprète un personnage inspiré de ma vie, mais Doillon y a renoncé, mon accent belge étant, ce sont ses mots, "trop moche". J'ai donc dû caster ma remplaçante, ce qu'il savait douloureux.»* Leur relation se dégrade encore au moment de la grossesse. *«Il se désintéresse alors totalement de moi.»*

L'alitement est préconisé tandis que Doillon poursuit sa vie de festival, lui envoyant aussi par erreur un mail d'indications à l'attention de prostituées tandis qu'il séjourne à Bangkok, où il présente des films. *«Ça m'a fait l'effet d'un électrochoc. Qui est ce type? Quelle est ma vie?»* Deux mois plus tard, Doillon assiste à l'accouchement, s'éclipse pour déclarer leur fille, et réapparaît le jour de la sortie. Joe prend l'habitude d'un certain isolement rompu essentiellement par des relations sexuelles initiées par Doillon, est-il expliqué dans la plainte. *«Pour être dans l'amour de Jacques, j'ai accepté l'inacceptable.»*

Selon Joe, leur enfant garde des séquelles de cette rude éducation. *«Ce qui m'a permis de ne pas rompre les ponts pendant une dizaine d'années est que Doillon s'est mis très vite en couple avec une autre femme, Marianne, en qui j'ai toujours eu toute confiance. Aujourd'hui séparée de Doillon, elle garde un lien très fort avec ma fille, dont elle s'occupait.»* Contactée par *Libération*, Marianne confirme que c'est bien elle qui veillait sur la petite fille en relais de Joe.

C'est Joe qui prend l'initiative de la rupture lorsque leur fille a 2 ans, après le tournage éprouvant de *Mes Séances de lutte*, sorti en 2013, où Doillon utilise son histoire familiale contre son gré. Les deux autres viols *«punitifs»*, selon Joe, auraient eu lieu très peu de temps après cette rupture. Joe: *«J'avais rencontré quelqu'un. Il le savait, si bien qu'il a marqué mon corps. Il voulait montrer que je lui appartenais encore.»*

Deux viols par pénétration péno-vaginale, l'un au lendemain de la présentation à Lisieux du premier long métrage de Joe où, en raison du budget limité du distributeur, il est convenu que l'artiste loge chez Jacques



Joe Rohanne, le 28 juin à Paris.

Doillon, dans la chambre de l'une de ses filles. Le cinéaste n'assiste pas à la projection, mais pénètre, selon Joe, par surprise dans le lit au petit matin, sans que la sidération ne laisse à Joe la possibilité de se dégager.
L'autre viol, assorti de coups et blessures, toujours dans cette maison de Lisieux, se serait déroulé quelques semaines plus tard, quand Joe vient récupérer ses dernières affaires et déposer leur fille pour le week-end. Dans sa plainte, Joe explique le plaquage dos contre l'armoire, le viol, les morsures au sein. Fait rare dans ce type de récit, l'ami de Joe qui l'attend sur la place du village atteste à *Libération* de son état impressionnant et de la morsure jusqu'au sang sur un sein. Il ajoute qu'il découvrira le soir d'autres traces de morsures sur l'autre sein. Joe se souvient: *«Mon ami a insisté pour me conduire au commissariat. J'ai refusé, j'étais en état de choc, et par ailleurs ça me paraissait impossible de porter plainte contre le père de ma fille. Doillon avait une aura. J'avais peur qu'il trouve le moyen de me retirer la garde de mon enfant.»*
Dans la voiture, son compagnon d'alors, qui requiert l'anonymat, lui propose de déposer au moins une main courante pour qu'il y ait une trace, et appelle un avocat. Il explique à *Libération*: *«J'ai compris que Joe ne me racontait qu'une partie de ce qui lui avait été imposé. Par la suite, alors qu'on avait une sexualité sans problème jusque-là, c'est devenu beaucoup plus compliqué.»* Joe, qui, treize ans plus tard, ne peut évoquer l'épisode sans s'émouvoir fortement, songe: *«D'une certaine façon, la stratégie de Doillon a réussi. Le viol assorti d'un marquage a brisé notre relation. J'ai carrément décidé de quitter Paris pour Bruxelles.»* Jacques Doillon, contacté par le biais de son avocate Marie Dosé, n'a pas souhaité répondre à nos questions.
Aujourd'hui, Joe vit depuis quatre ans avec Julien, *«un homme cis»*, cadre au ministère de la Justice, sensibilisé aux questions de genre par son travail. Joe: *«Cela faisait plusieurs années que je m'affirmais comme personne non binaire et j'ai eu le besoin d'en faire l'expérience dans mon corps. Je voulais me rapprocher d'une apparence plus androgyne, qui correspond mieux à qui je suis, donc j'ai pris un traitement hormonal.»*

«PETITS SOLDATS»

La prise de conscience d'être une personne trans est le fruit d'un long processus fait de lecture (Spinoza, Butler, Preciado), de recherches, d'expériences et de partages. En aucun cas activée, nous explique Joe, par les traces laissées par les agressions sexuelles.
Joe reçoit une éducation catholique pratiquante au sein d'une famille nombreuse (deux sœurs aînées et un frère cadet) et s'éprouve durant toute son enfance comme un *«garçon manqué»*, qui joue au foot, au basket, convoite *«des petits soldats»* dans les vitrines. A la puberté, mal vécue, le regard des hommes change et des adultes lui répètent cette phrase programmatique et malaisante dans ce qu'elle suppose de passivité: *«Tu plairas beaucoup aux hommes.»* On ne chasse ni les prédictions ni les regards comme des mouches, et dans un premier temps, Joe se souvient d'avoir accompli le programme: *«Je me maquillais, je jouais à la jolie jeune fille, je faisais comme si les embrassades entre amies étaient une blague d'adolescence.»* Répète: *«Ce que j'aimerais qu'on comprenne est que ma transition est un choix qui m'appartient exclusivement. Elle n'a rien à voir avec la manière dont j'exerce ma parentalité.»*
Joe poursuit son travail de cinéaste. Ses deux premiers longs métrages sont signés de son *dead name*, que Joe aimerait mieux qu'on ne mentionne pas. De même, il serait préférable qu'on ne dise pas leur titre. Iel ne nous interdit rien, mais parle comme le Bartleby de Melville dont le «je préférerais ne pas» a valeur d'impératif. Les films ont pourtant été remarqués: le premier en étant sélectionné à l'Acid au Festival de Cannes, puis par un prix de la mise en scène et un prix d'interprétation pour la comédienne Alice de Lencquesaing dans un festival américain de films émergents parrainé par Scorsese. Lequel est si enthousiaste qu'il coproduit également, avec les frères Dardenne, son deuxième long.
Le troisième, un documentaire habité sur le Chelsea Hôtel, sortira fin août. Un quatrième film, une histoire de contrôle des rêves et d'imbrications est en préparation chez Wrong Films, maison de production pilotée par Margaux Lorier, par ailleurs coprésidente du collectif féministe 50/50. L'artiste signe désormais Joe Rohanne, comme la forêt qui borde Notre-Dame-des-Landes.


Shuxiu (Liyo Gong) et Stefan (Stefan Gota). PHOTO IMAGINE FILM PRODUCTION

«Here», l'échappée belge

Tissé d'attentions pour l'invisible et la magie ordinaire, le film du Flamand Bas Devos illumine les errances de Bruxellois aux premiers jours de l'été.

Voici un film qui vous donnera peut-être envie de tout plaquer pour étudier les mousses et les lichens en forêt. Faire l'expérience du tout-petit n'arrive pas tous les jours – et on ne parle pas seulement de cette scène où une jeune chercheuse en botanique, les genoux dans la terre, observe une motte spongieuse à la loupe. Tissé d'attentions microscopiques au vivant, dédié à la seule présence des personnages et des choses qu'il filme, *Here* se tient donc en marge des machineries de narration les plus bruyantes, comme un hommage à l'instant qui tremble, ici et maintenant.

Mélodie. Qu'est-ce qui s'y passe? Absolument rien qui pourrait avoir trait à un «rendement» fonctionnel de l'intrigue, donc absolument tout ce qui compte : pique-niques dans l'herbe, trajets en bus, rencontres sur le pouce, scènes de vie urbaine où il est moins question d'isolement que de connexions possibles au détour d'une rue. Stefan, ouvrier roumain dans le bâtiment à Bruxelles, s'apprête à rentrer au pays pour l'été. Ou peut-être pour toujours, se dit-on à la manière équivoque qu'il a de suspendre ses au revoir avec la gravité des adieux. Il croisera bientôt la route de la belle Shuxiu, scientifique d'origine chinoise, passionnée par les végétaux: lui, bâtisseur de gratte-ciel, se fascinera alors pour la vie sous ses pieds. Pour l'heure, son seul souci est d'écouler les dernières denrées de son frigo, et de rendre visite à chacun de ses proches pour leur offrir des boîtes de soupe maison.
C'est le quatrième beau long métrage d'un cinéaste discret, et il en faut. Des auteurs comme le Flamand Bas Devos, qui se souvient qu'il existe des personnages avec lesquels le cinéma ne fraie pas assez. Travailleurs immigrés, veilleurs de nuit, infirmières de garde, livreurs. Et qu'à la lueur de ces vies invisibles, un film doit pouvoir faire éclore quelque chose comme la mélodie du monde – ce qui ne revient jamais à verser dans la philosophie de bazar, carpe diem et autres vieilles soupes. Tous les gens à l'écran nous sont étrangers et inexplicablement familiers (les acteurs ne sont pas connus), semblent appartenir à la ville même, et enfouir des secrets que le film préfère garder pour lui, ou pour eux.

«Carottes». Rituels et épiphanies ordinaires se confondent dans le miroitement bienfaisant de l'été, s'imposent avec la clarté de l'évidence sans que la vérité de ces interactions soit à chercher du côté du réalisme. Règne plutôt la sensation tranquille d'un rêve en train de s'écouler, avec ses éclipses de conscience quand Stefan s'endort au milieu d'une phrase et ses sursauts d'étrangeté arbitraire. Il n'y a guère que l'actrice Saadia Bentaïeb (qui retrouve Bas Devos après *Ghost Tropic*), meilleur second rôle du cinéma français des dernières années, pour vous proposer de sa voix flûtée, alors qu'elle trottine dans un parc : *«Vous désirez des carottes, peut-être?»* On ne s'étonnera pas non plus que Bas Devos ait tenu à ce qu'un potager pousse au milieu de ce portrait de la multitude bruxelloise. Invitation à concevoir le film et toute la petite société qui s'y tient comme un jardin partagé, et peut-être à se saisir de cette belle morale proverbiale: il faut cultiver son jardin.

SANDRA ONANA

HERE de BAS DEVOS
avec Stefan Gota, Liyo Gong, Cédric Luvuezo… 1 h 22.

«La Récréation de juillet», bricole primaire

Teen-movie grandi trop vite, le film de Pablo Cotten et Joseph Rozé met en scène les retrouvailles d'amis en collège.

Premier long métrage de deux jeunes personnes, Pablo Cotten et Joseph Rozé, *la Récréation de juillet* (et non la révolution du même nom) se cherche un ton et un style, qui penche, hormis son grain de 16 mm qui mélancolise tout, vers le *teen-movie*, version grandi trop vite : à la John Hughes (cinéaste de la caractérisation, du personnage pris à l'âge où se trempe et s'écrit sous nos yeux un caractère) mais attardé, puisque ses personnages ont 25 ans et que c'est en vain qu'ils croient pouvoir se replonger dans leur adolescence.

L'argument du film est assez bancal, sans doute d'être surtout un prétexte à tourner, à essayer des trucs sur le terrain (miné, et si français) de la psychologie: mais donc, Gaspard, jeune instituteur en vacances, convoque ses cinq vieux amis et amies d'enfance dans leur ancien collège, désert l'été, reformant la bande un peu trop tard pour se souvenir ensemble de sa sœur jumelle, morte dans un accident. Il ne leur a pas tout dit, et ils auront leur compte de drames adultes au milieu des enfantillages, du chahut, de la nostalgie, des frictions créées par les fantômes de l'ancien état des relations, etc. Tout ça a un côté atelier théâtre de rejetons des beaux quartiers, cucul dans sa grammaire d'émotions bricolées, mais qui tente d'assumer la tête haute son sentimentalisme. Il n'y a donc pas lieu de s'en moquer, ni pire, bien qu'on n'y apprenne pas grand-chose de plus, sur la vie ou les films. Ça viendra?

LUC CHESSEL


Le film offre son lot de drames adultes. WAYNA PITCH

LA RÉCRÉATION DE JUILLET de PABLO COTTEN et JOSEPH ROZÉ
avec Andranic Manet, Alassane Diong… 1 h 20.

CINÉMA/


Nahuel Pérez Biscayart joue un activiste anti-flic. PHOTO JOUR2FÊTE

«Les Gens d'à côté», pas de quartier

Autour de la rencontre d'une flic et de la femme d'un black block, André Téchiné donne relief et densité humaine à ce drame qui réunit Hafsia Herzi et Isabelle Huppert.

Si le Rassemblement national avait dominé les résultats des élections législatives, le nouveau film d'André Téchiné aurait été comme instantanément frappé de péremption, fabricant un commun fictif à l'heure de toutes les déchirures. Ou alors, peut-être que les spectateurs y auraient trouvé refuge dans la panique pour se raconter des histoires. Le film sort en tout cas alors que la plainte pour harcèlement sexuel qui visait Téchiné, déposée au mois de mars et susceptible d'entacher sa réception, a été classée sans suite pour prescription.

Joint. Téchiné, désormais octogénaire, ne fait pas de sociologie statistique, son rapport au réalisme consiste à imaginer du romanesque à partir de ce qui ressemble à de la matière à reportage sociétal, qu'il s'emploie à repenser, revisiter, aux couleurs d'un possible plus ou moins vraisemblable. Dans *les Gens d'à côté*, Isabelle Huppert est Lucie, fonctionnaire de police ayant perdu son mari, flic, qui a fini par se suicider avec son arme de service. Désormais seule dans son pavillon, elle se lie d'amitié avec ses nouveaux voisins, un jeune couple avec une petite fille dont elle finit par découvrir que le père, Yann (Nahuel Pérez Biscayart), artiste peintre, fumeur de joint, appartient aux black blocs. Sa compagne, Julia (Hafsia Herzi) aime l'homme, soutient l'artiste mais désapprouve l'activiste. Risquant la rupture si elle révèle sa profession, Lucie dissimule sa fonction par crainte de retomber dans la solitude mais aussi parce qu'elle entend faire la part entre ses opinions et l'attachement aux individus.

Schématique. On voit la trame et les fils à travers un récit qui endosse le vieil adage de Jean Renoir du *«chacun à ses raisons»*. Il faut au cinéaste, pour tenir la route, ne jamais réellement s'écarter de ses personnages centraux et de leur mitoyenneté, permettre au casting de prêter vie et relief à des personnages qui se révéleraient sinon relativement schématiques, mais aussi nous imprégner de la morosité optimiste de l'ensemble. Le lien entre les trois adultes est une même tristesse de fond, le même sentiment que leur vie ne correspond pas tout à fait à ce qu'ils avaient pu espérer ou se raconter. Quelque chose a merdé pour chacun mais évidemment si c'est Isabelle Huppert qui endosse le poids du deuil, de la routine et des petits riens souriants, une grandeur naît dans la moindre discussion de bout de table dans une cuisine; idem pour l'immense Hafsia Herzi. La réunion des actrices (comme dans le film de Patricia Mazuy qui sort bientôt), partageant l'une et l'autre deux styles bien particuliers de jeu neutre, comme détaché, remplit l'atmosphère sous vide d'une densité humaine anormalement séduisante, vu l'ingratitude de tout.

DIDIER PÉRON

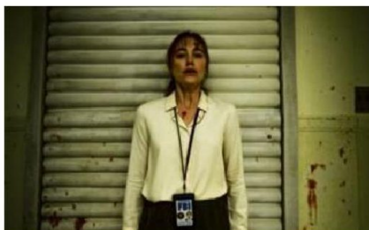
LES GENS D'À CÔTÉ d'ANDRÉ TÉCHINÉ
avec Isabelle Huppert, Hafsia Herzi, Nahuel Pérez Biscayart… 1h25.

«Longlegs», trépas de côté

Sans rien révolutionner, le film réussit son numéro d'équilibriste entre horreur et polar surnaturel, autour d'une jeune flic et d'un serial killer insaisissable.

«Le film d'horreur le plus terrifiant de la décennie», *«Chaque plan est un cauchemar»*, *«Longlegs donne l'impression d'avoir été forgé en enfer par Satan en personne»*, lit-on dans la presse américaine. OK, on se calme, on redescend – mais pas complètement. *Longlegs*, quatrième film d'Oz Perkins, qui arrive en salles précédé de critiques dithyrambiques, n'est pas le monstre annoncé. Mais ce n'est pas rien non plus.

Poison. On avait beaucoup parlé il y a deux ans de *«l'effet* Smile», ce film qui, parce qu'il avait eu la bonne idée de faire son job à un moment où tout dans le cinéma d'horreur était grotesque, fade ou forcé, avait été accueilli avec une chaleur inhabituelle et fait un carton au box-office – la suite est d'ailleurs prévue pour cet automne. *Longlegs* sort clairement de cette cour des «bonnes-petites-surprises-horrifiques-qui-ne-pissent-jamais-bien-loin» dans laquelle on a très vite fini par étouffer.
Le film de Perkins ne manque pas de défauts (décousu, bordélique, inutilement confus dans son dernier tiers) mais est à l'image de son impressionnante scène d'ouverture: d'un poncif rebattu (tueur en série machiavélique contre jeune enquêtrice surdouée), il tire une matière au goût inhabituel. Quelque chose de pourri, de visqueux, qui laisse une empreinte. *Longlegs* appartient à cette catégorie de films dont le poison doit infuser plusieurs jours avant de révéler tout son pouvoir de nuisance. Soit une jeune flic, donc, qui se découvre des pouvoirs médiumniques et se lance, flanquée de son supérieur blasé et bougon, aux trousses d'un tueur en série qui enlève des jeunes filles et laisse des messages cryptés, dont on ne tarde pas à découvrir qu'ils s'inscrivent dans un étrange schéma satanico-prophétique.


Maika Monroe en agente du FBI. METROPOLITAN FILM

Glam rocker. Pendant une grosse demi-heure, on a l'impression de regarder un condensé de la première saison de *True Detective* dans les décors du *Silence des agneaux* – référence involontaire mais tellement évidente qu'elle a, selon Perkins, viré à la plaisanterie sur le tournage. Belle combinaison, mais *Longlegs* prend très vite une route moins évidente et s'il fallait lui trouver une descendance directe, on se tournerait plutôt vers le *Cure* de Kiyoshi Kurosawa. Un cafardeux numéro d'équilibriste entre le thriller et le film d'horreur, s'embarrassant peu des contingences policières pour jouer du surnaturel avec une main parfois lourde ou encombrée, mais toujours glacée. Et dont chaque mouvement circule autour du Longlegs du titre, serial killer comme on n'en a jamais vu, ordonnateur d'entités innommables au look de glam rocker tombé dans une cuve de Destop, croisement insensé entre le Beetlejuice de Tim Burton et le Mickey Rourke des mauvaises années – grotesque, pathétique, effrayant et conservant jusqu'au bout ses mystères. Accessoirement interprété par un Nicolas Cage méconnaissable, dont la délirante filmographie ne l'avait jamais emmené dans des territoires aussi perturbants.

LELO JIMMY BATISTA

LONGLEGS d'OZ PERKINS
avec Maika Monroe, Nicolas Cage… 1h41.

CINÉMA/

LIBÉ.FR **«Napoléon vu par Abel Gance», roulez genèse**
Au terme d'une restauration titanesque, le film légendaire sort en salles pour la première fois depuis quatre-vingt-seize ans dans une version fidèle à la vision du cinéaste, présentée pour partie en mai à Cannes. Un choc.

«Saravah», la samba en haut

Débarqué à Rio en 1969 avec sa caméra, Pierre Barouh a saisi l'identité du Brésil à travers la musique devenue matrice du pays. Le film culte ressort dans une version restaurée et sous-titrée.

«*Faire une samba sans une tristesse, c'est aimer une femme qui ne serait que belle.*» La phrase dite par Pierre Barouh dans la séquence d'ouverture de *Saravah* résonne d'autant plus qu'à l'écran défilent les clichés d'un carnaval haut en couleur et trépidant. Les mots sont ceux de Vinicius de Moraes. Et ce choix, tout en contraste, de débuter par la *Samba de Bênção* qui se joue sur un tout autre tempo et à mots feutrés, en dit long sur les intentions de ce film. «*Dissiper les malentendus sur cette musique, provoqués par les impératifs commerciaux*», comme l'écrira quelques mois plus tard Pierre Barouh.



Pierre Barouh a tourné *Saravah* en trois jours. PHOTO ARIZONA

Voix majuscule. *Saravah* en est la version française, née dans l'indolence de la nuit précédant le retour sur Paris de Pierre Barouh, en 1966. A ses côtés, des habitués des doux rivages de Leblon: Baden Powell, Milton Banana et Oscar Castro-Neves. A 9 heures du matin, ils ont couché quelques thèmes sur un magnétophone. Trois ans plus tard, voilà Barouh de retour au Brésil, une terre qu'il fréquente assidûment depuis 1959. Entre-temps, la chanson a été au générique d'*Un homme et une femme* et a donné le nom d'un label où le Français va accoucher quelques disques d'anthologie, sans préméditation ni calcul de petit boutiquier. Quand il débarque à l'hiver 1969 à Rio, il est censé bénéficier du soutien logistiqu du cinéaste Pierre Kast, venu lui-même au Brésil réaliser un documentaire sur la macumba et le candomblé. Mais voilà sitôt débarqué à Rio, rien ne se passe comme prévu: «*Pierre Kast me dit qu'ils devaient partir à Bahia samedi et qu'il était désolé.*» Pierre Barouh en bon baroudeur n'était pas du genre à se résigner. Il mobilise l'équipe, pour tourner en commando ce qui va devenir un film culte pour tous les afficionados du Brésil.
Soixante minutes tournées en trois jours. C'est peu, ce sera pourtant suffisant pour aller à l'essentiel. Toucher l'âme de la samba, cette matrice du pays-continent qui plonge alors dans les pires années de la dictature. Avec pour guide Baden Powell, le Français part à la rencontre de certains piliers de la samba, à commencer par Pixinguinha, saxophoniste et compositeur qui fit sensation à Paris dès 1921. Et puis dans une cour, Joao da Baiana qui, armé d'une assiette et d'un couteau, entonne une samba teintée de macumba, esquisse des pas de danse. Une bonne part de la musique afro-brésilienne est là. Ces deux vétérans qu'on reverra réunis une dernière fois pour un Lamento final décèderont dans les années suivantes, emportant avec eux une partie de l'histoire.
Cette histoire, c'est aussi celle de Paulinho da Viola que l'on retrouve dans un resto de plage, avec quelques amis et Maria Bethânia. C'est elle qui chante *Coração Vulgar*, une samba de Paulinho da Viola, qui l'accompagne à la guitare, puis *Rosa Maria* interprétée par tous deux, avec tout le resto qui chante en chœur. A cet instant-là, la caméra saisit l'identité du Brésil. La samba, un socle qui parvient à réunir tout un pays. Cette «*musique née de siècles de danses et de douleurs*», Paulinho da Viola pas encore 30 ans en est alors l'une des voix majuscules et l'auteur majeur sous les couleurs – bleu et blanc – de la Portela, une des plus anciennes écoles de samba. «*Une école de samba aujourd'hui, c'est un ensemble énorme mais il y a vingt ans, c'était un petit groupe de gens qui sortaient défiler. Quand ils arrivaient à le faire, ils se faisaient tabasser par la police. Ces marginaux ont peu à peu été acceptés par la société jusqu'à former des défilés de plusieurs milliers de personnes. Mais d'une façon ou d'une autre, ça reste un engagement du peuple envers le peuple.*»

Capté dans l'urgence. Pour ces deux moments d'anthologie, pour aussi celui qui suit lorsque Maria Bethânia en studio reprend guitare-voix *Pra Dizer Adeus* d'Edu Lobo et Torquato Neto, avec Raulzinho, «*deuxième meilleur tromboniste au monde*» dont le solo rappelle combien la samba a pour parent le blues, ce film fait référence. Et ce malgré toutes ses imperfections, à l'image de ce cadre un peu bancal qui renforce l'impression de vivre des moments uniques, captés dans l'urgence.
Après des décennies de diffusion chaotique, *Saravah* trouve enfin sa place au cinéma, dans une version enfin sous-titrée dont on regrettera l'absence de traduction des paroles alors même que Pierre Barouh ne cesse d'évoquer la poésie populaire qui innerve la samba. Chacun se devra d'aller s'en faire une idée plus tard, en plongeant dans les œuvres de ces auteurs que le Français cite au moment de conclure. «*Tous ceux-là qui font qu'il est un mot que je ne pourrais plus prononcer sans frissonner, un mot qui secoue tout un peuple en les faisant chanter les mains levées au ciel: Samba!*»

JACQUES DENIS

SARAVAH de PIERRE BAROUH (1 heure).

«To the Moon», la face ratée de la Lune

Greg Berlanti réalise un navet insipide sur les premiers pas de l'équipe d'Apollo 11, échouant sur tous les plans.

Vu de loin en plissant les yeux, *To the Moon* avait tout du *high concept* rutilant, du genre dont peut s'enticher Soderbergh quand il est d'humeur badine: une comédie romantique rétro infusée d'*easy listening* (Sinatra) dédoublée d'une variation perspicace sur la légende urbaine la plus persistante de l'histoire du cinéma, selon laquelle Kubrick aurait tourné depuis la Terre les images des premiers pas sur la Lune de l'équipe d'Apollo 11. Channing Tatum y interprète un double fictif de Deke Slayton, pilote gradé de la Nasa forcé de collaborer avec une publicitaire (Scarlett Johansson) engagée pour embellir l'image d'Apollo et, en sous-main, faire réaliser un film de secours au cas où la mission échouerait. Mais qu'on n'escompte pas de cette réalisation du tâcheron Greg Berlanti qu'elle prenne en compte le vertige théorique de la production de fausses images et la naissance de l'ère des théories du complot. Produit par Johansson elle-même qui, après une décennie à se consacrer à Disney-Marvel et avant de rejoindre la franchise Jurassic Park, avait besoin sans doute de faire reluire sa stature de grande comédienne (ce qu'elle a été, chez Baumbach ou Allen), *To the Moon* est un boulet insipide, échouant sur tous les plans et tous les tons, du bouffon à l'emphase patriotique. Johansson elle-même y foire sa mue en pitre sexy piquante à la Julia Roberts – modèle évident –, Tatum statufié dans un inexplicable sérieux, Woody Harrelson pénible en agent fascisant sympatoche du *deep state* nixonien. Nul.

OLIVIER LAMM

TO THE MOON
de GREG BERLANTI
avec Scarlett Johansson, Channing Tatum… 2 h 12.



Johansson foire sa mue en pitre sexy. DAN MCFADDEN



Yilong Zhu interprète un flic des années 90 en Chine. PHOTO AD VITAM

«Only the River Flows» prend l'eau

Le Chinois Wei Shujun suit les dérives d'un jeune détective dans un polar élégant mais trop scolaire.

Wei Shujun se fout de cette critique comme de toutes les autres : ce que veut le cinéaste chinois, c'est un bulletin de notes. Trois longs métrages, tous passés par Cannes, tous drapés dans le même bon goût austère, tous accueillis avec la même déférence ouatée. Devoirs impeccables de premier de la classe qu'on regarde en baillant discrètement. *Only the River Flows*, le quatrième et dernier en date, laisse pendant quelques minutes entrevoir une rupture, aussi convenue soit-elle. Flics à la mine maussade, averse incessante : Wei Shujun s'essayerait-il au thriller pluvieux à la *Memories of Murder* avec ses cirés dégoulinants, son tueur insaisissable et ses saillies existentielles ? Le doute n'aura pas le temps de s'installer : le projet se cale très vite sur les mêmes rails tout confort que ses prédécesseurs. L'enquête policière n'est en effet qu'un prétexte à observer la dérive d'un jeune chef de police aux prises avec une série de meurtres auxquels il doit impérativement trouver un coupable et un quotidien chamboulé par la paternité qui vient.

Ça tient debout, c'est intelligent, ça présente bien et c'est habilement plaqué sur son décor – Banpo, ville dont les bâtiments se vident mais qui reste encore trop urbaine pour devenir village. Un lieu hors du monde, coincé dans un 1995 plus vrai que vrai – le film a été tourné en pellicule pour parfaire la reconstitution et la bande-son recycle abondamment celle du *Crash* de Cronenberg, sorti dans la foulée. Du coloriage appliqué, qui ne déborde jamais, très adroit, très digne. Dans *Only the River Flows*, rien n'est jamais déplacé, lourd ou superficiel, même l'idée tarte à la crème des bureaux de police installés dans un cinéma abandonné est traitée avec finesse, évitant toute mise en abyme lourdingue. Pas un pet à côté, rien à redire, 20/20, admis en classe supérieure avec les félicitations du jury. Manque juste l'électricité qui pourrait faire tourner tout ça, en fasse gronder le cœur, donne l'impression qu'il y a un regard derrière la caméra et un monde qui lui appartient et dont on ignorait tout devant. L'essentiel, en somme.

LELO JIMMY BATISTA

ONLY THE RIVER FLOWS de WEI SHUJUN avec Yilong Zhu, Chloe Maayan, Tianlai Zou... 1 h 42.



Sidse Babett Knudsen joue le rôle d'Eva. PHOTO LES FILMS DU LOSANGE

«Sons», mauvais œil

Avec son crescendo de sévices, le nouveau thriller psychologique du cinéaste Gustav Möller se révèle aussi sadique que sa protagoniste, cruelle et voyeuriste gardienne de prison.

Gardienne de prison quinquagénaire, Eva (Sidse Babett Knudsen) est comme une mère pour les détenus de sa section. C'est elle qui les réveille, les amène à l'école du pénitencier et leur apprend à utiliser la machine à café. Mais ce microcosme bien réglé ne tarde pas à être perturbé par un élément exogène : l'arrivée d'un nouveau prisonnier, Mikkel (Sebastian Bull Sarning), semble rappeler à Eva un passé insupportable, à tel point qu'elle commence progressivement à abuser de son pouvoir pour martyriser le jeune homme.

Tandis que *The Guilty* (2018), centré sur un policier répondant aux appels d'urgence, plaçait le son au cœur de son dispositif minimaliste, *Sons*, nouveau film de Gustav Möller, creuse d'abord un trouble lié au regard : l'obsession malsaine d'Eva envers Mikkel apparaît premièrement lors d'une longue séquence de filature, qui amène la gardienne jusqu'au quartier de haute sécurité où elle se fera ensuite transférer – à l'intérieur, les œilletons des portes de cellules et les caméras de surveillance prendront le relais. Mais le relatif dépouillement formel de Möller, qui participait dans son précédent film à recentrer l'attention sur l'écoute, échoue ici à creuser le potentiel de ce voyeurisme carcéral au-delà des simples surcadrages de circonstance au travers des grilles de la prison. Le regard perçant de la mutique Eva s'ajoute à la liste des nombreuses pressions qu'elle exerce sur Mikkel – à l'image d'une scène de fouille au corps où elle l'oblige à se tenir longuement nu devant elle – sans explorer plus avant cet enjeu.

Peu de choses viendront finalement exciter la mise en scène de Gustav Möller, qui revêt dans les grandes lignes l'accoutrement habituel du thriller psychologique européen : caméra portée fébrile, en gros plans ou chevillée au dos de l'héroïne dans de longs travellings, nappes de violons dissonants et escalade des rapports conflictuels entre les personnages. On pourrait par exemple rapprocher *Sons* du récent *la Salle des profs* (réalisé par Ilker Çatak), qui témoignait déjà de cette formule prototypique, alors déclinée autour d'une enseignante aux prises avec sa hiérarchie et des parents d'élèves soupçonneux. Les deux films rejouent au fond toujours une même histoire : l'érosion d'un individu au cœur d'une institution violente. Dans un geste discutable, Möller en épouse ici directement la froide brutalité – la caméra semble même solidaire des murs de la prison lors de plusieurs plans fixes surplombant l'action – pour livrer à son tour un petit précis de persécution. En ne dévoilant qu'aux deux tiers du récit les motivations réelles de son héroïne, *Sons* se mue en un crescendo de sévices sans autre visée que d'éprouver son spectateur. Privations, humiliations et même tabassage en bonne et due forme ; il paraît bien y avoir une pointe de sadisme dans la façon qu'a le film d'accompagner sans ciller la cruauté d'Eva. Derrière une austérité de façade, Möller semble ainsi prendre un malin plaisir à refermer au fil du film l'étau qui étreint ses personnages.

CLÉMENT COLLIAUX

SONS de GUSTAV MÖLLER avec Sidse Babett Knudsen, Sebastian Bull Sarning... 1 h 40.

«Le Médium», vision trouble

Comédie lunaire, le premier film d'Emmanuel Laskar, étonnant et éparpillé, affirme un goût du pas de côté.

Après la mort de sa mère, médium dans une petite ville du Var, tout le monde attend que Michael, professeur de musique quadragénaire, reprenne le flambeau. Bien qu'il s'y refuse d'abord, sa rencontre avec Alicia (Louise Bourgoin), veuve depuis peu, le pousse à mettre de côté ses réticences. Traînant son air hagard de séances de spiritisme en baignades romantiques, Michael, interprété par le réalisateur Emmanuel Laskar, se fait le parfait visage de cette comédie lunaire qui semble ballotter entre les genres. De l'amourette loufoque à la chronique philosophique façon Emmanuel Mouret, en passant par le film fantastique décomplexé où l'on attire l'esprit des défunts avec des rillettes, *le Médium* affirme en permanence un goût du pas de côté. Emmanuel Laskar signe un petit objet inclassable, dont l'imprévisibilité, permise par la présence d'éléments surnaturels, a de quoi charmer : la trajectoire du film de deuil est rapidement dynamitée par la réapparition spectrale de la défunte, pas encore décidée à faire ses valises, de même que la comédie romantique doit composer avec le fantôme opiniâtre de feu le mari d'Alicia.

Ce principe de contrepied vient ainsi chambouler la tonalité des scènes – les plus solennelles se voient par exemple désamorcées par des gags burlesques, comme le téléphone de Michael chutant dans la tombe de sa mère en plein enterrement ou le chien d'Alicia qui interrompt une incantation en plongeant dans sa piscine. A la longue, la fraîcheur de la proposition s'amenuise toutefois, *le Médium* ne parvenant pas toujours à trouver un équilibre entre premier et second degrés, sentimentalisme et subversion du programme attendu. Cet épuisement tient notamment à un problème de rythme : faute d'un tempo enlevé qui bondirait d'une séquence à l'autre à coups de ruptures de ton bien senties, le film, naviguant avec la langueur de son protagoniste, donne surtout l'impression de ne pas toujours savoir sur quel pied danser. A la fois étonnant et éparpillé, drôle et un brin laborieux, *le Médium* récolte donc, bon gré mal gré, les fruits de sa nature iconoclaste.

C.Cx

LE MÉDIUM de EMMANUEL LASKAR avec Emmanuel Laskar, Louise Bourgoin... 1 h 20.

Adonis à nu

Sean Ford Rencontre dans la chaleur parisienne avec l'éphèbe américain, icône du porno gay et modèle photo.



Le mois de juin touche à sa fin. L'été tente d'avoir l'air d'un été, le printemps nous a déjà menti. Il fait très chaud, gouttes de sueur sur pavés brûlants. C'est une journée pour donner rendez-vous à une star américaine du porno gay. Ce qui n'est peut-être pas la meilleure des idées en regard de notre mutation déjà bien critique en éponge de transpiration et de dopamine. Sean Ford, 28 ans, prince des «twinks», est posé à la terrasse du Petit Café de Montmartre et nous sourit timidement. Il vit à Pigalle le temps d'un séjour de courte durée ; la famille de son copain Benjamin – photographe avec lequel il est en couple depuis bientôt six ans – est française. C'est la cinquième fois qu'il passe par ce pays dont il adore la gastronomie ainsi que la vive inclinaison à descendre dans la rue pour protester. Pour le reste : *«Il faut apprendre votre langage afin de se fondre dans la masse. Je ne parle pas de la langue, mais bien de votre langage culturel en général.»* On le comprend, sur le peu de temps passé ensemble, un serveur nous aura à demi-agressé pour une banale histoire de chaise mal placée, la tension est palpable dans l'air, les législatives toutes proches. On ne sait plus si l'alcool nous aide à garder une constance ou l'inverse.

LE PORTRAIT

Sean Ford est venu mêler vacances et travail, Fashion Week oblige. Lui qui est également modèle (Helmut Lang, Ludovic de Saint Sernin…) y croise beaucoup d'amis. Le lendemain de notre rencontre, il posera pour le duo iconique de la photographie pop-kitsch, Pierre et Gilles. On imaginait cette collaboration depuis longtemps concrétisée. *«Non, c'est la première fois, et un rêve qui devient réalité.»* Peut-être est-ce dû à son faciès indécent d'Adonis contemporain, lèvres charnues et regard félin en amande, look de cow-boy urbain, lunettes à verres jaunes, comme sorti tout droit d'un film de Quentin Tarantino, chemise marron archi-déboutonnée laissant entrevoir son torse et quelques poils, que nous pensions que le cliché érotique fût déjà pris… apparemment dans notre tête.

Faut-il le préciser, les homosexuels de la planète – et autres curieux et curieuses – ont plus souvent vu Sean Ford nu qu'habillé. L'acteur, huit années d'expérience et près de 90 films sans compter ce qu'il produit maintenant en indépendant en postant sur son compte Onlyfans (site à contenus payants, souvent explicites), est passé par trois studios de production différents comme Helix et CockyBoys, dévolus en majorité à accueillir des profils d'éphèbes, des *twinks* selon l'anglicisme argotique devenu populaire et terme le plus mondialement tapé dans la barre de recherches du site de streaming de vidéos pornos Pornhub. Bien des réflexions restent à mener sur le culte de la juvénilité d'ailleurs. L'acteur en est conscient : *«Quand j'ai commencé à 20 ans, j'étais jeune et naïf, mais je savais aussi, ce qui est une chance, où je pouvais tirer mon épingle du jeu. Beaucoup de studios, historiquement, se concentrent sur des profils jeunes et vulnérables qui ont besoin d'argent, et ne les payent pas beaucoup. Pour ma première scène, j'ai dû être payé 700 dollars.»*

Sean Ford parle du sexe comme de son langage idéal, voire d'une *«religion»*. Faire l'amour lui a permis de se connaître dans la joie, lui qui fût un ado absolument timide, né à Little Rock en Arkansas, au sein d'une famille très tolérante. Ses parents sont tous deux avocats, le père spécialisé dans les accidents du travail, la mère ancienne hippie, en charge des banqueroutes. Ces derniers acceptent vite l'orientation sexuelle d'un fils qui pose des questions sur le sujet dès ses 6 ans et vit au seuil de son adolescence un premier émoi homoérotique cinéphile en découvrant une version piratée de *Sebastiane* (1976) de Paul Humfress et de Derek Jarman sur YouTube. Fuyant ensuite les bancs de l'université, même si passionné d'histoire, Sean Ford préfère s'habiller *«slutty»*, dit-il (terme pour dire un peu «salope»), et aller danser en boîte gay. C'est là qu'on le branche sur un premier plan porno. C'est décidé, il sera travailleur du sexe. Ses parents, qui croient en ses intuitions, le soutiennent dans son parcours. En un coup de fil, le garçon s'envole deux semaines plus tard pour San Diego, trouve ses marques rapidement, n'a pas peur des caméras, dit s'oublier sous la lumière aveuglante des projecteurs, parle d'une éclosion, voire d'une *«explosion»* épanouissante qui lui donne du pouvoir. *«J'ai aussi fait des choses sexuellement dont je n'avais pas vraiment envie, mais c'était le boulot. Je n'y pensais pas trop, ce n'est qu'après que je m'en rendais compte, en revoyant la scène. Il faut faire attention, avec le temps, tout ça peut laisser des marques psychiques.»*

18 juin 1996 Naissance à Little Rock (Arkansas, Etats-Unis).
2016 Débute dans le porno.
2017 *Flower* de Matt Lambert.
2018 *It is Not the Pornographer That is Perverse…* de Bruce La Bruce.
2024 Pose pour Pierre et Gilles.

Par chance, la sensibilité singulière et artistique du jeune homme le pousse à travailler pour des auteurs aux approches différentes, tel le cinéaste canadien queer Bruce La Bruce ou l'Américain Matt Lambert qui collaborent de temps à autre avec des studios pornos, donnant naissance à de petits bijoux hybrides de films punks, arty, cul, drôles, intimistes, dotés de récits plus poussés. C'est une chance pour l'acteur qui affectionne les démarches esthétiquement kitsch et fabuleusement poétiques comme celles d'un James Bidgood, cinéaste et photographe mort il y a deux ans et auquel Sean Ford rendra hommage sur son compte Instagram à travers une petite vidéo postée où on le voit pasticher le vaporeusement sensuel *Pink Narcissus* (1971). Sur ce même compte aux plus de deux cent mille abonnés, on trouve entre la myriade de photos de lui-même, des images de Joan Baez, de Marilyn Monroe, de David Bowie… Il a le goût des icônes, et nous parle un temps de Johnny Cash – *«je l'admire de s'être battu pour les droits des Amérindiens»* – et de Dolly Parton, deux comètes country et purs produits du sud des Etats-Unis comme lui.

Depuis trois ans, Sean Ford vit à Los Angeles ; entouré de ces paysages montagneux qu'il chérit. Il adore conduire, laisse la route et ses pensées défiler, un moyen – *«controversé et pas très écolo je sais»* – de se vider la tête. Quand il sent la colère qui bourdonne en France en ce moment, il repense à ses propres engagements politiques : *«Pendant les manifestations Black Lives Matter en 2020, suite au meurtre de George Floyd par la police de Minneapolis, j'ai senti comme un changement dans l'air, une unité, et de l'espoir. J'y ai cru.»* Vite douché alors que les mois passent. Le démocrate centriste Joe Biden est élu : *«On n'a pas ressenti de grosses différences une fois qu'il a eu le pouvoir après Trump. Sa politique économique n'étant pas si différente, et la police a reçu encore plus de soutiens et de financements.»* Abstentionniste pour la fois prochaine ? *«Je suppose oui, car il n'y a pas vraiment d'options de gauche pour nous, comme vous en avez en France. Le gauchisme auquel je crois existe à de plus petites échelles, au sein de communautés desquelles je me sens proche. Mais si j'étais français, je voterais.»* Du coup, on lui donne quand, au jeune cow-boy sexy, la nationalité française ? ◄►

Par **JÉRÉMY PIETTE**
Photo **CYRIL ZANNETTACCI**